

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Économie du Numéraire

dans les

paiements au moyen du chèque

THÈSE POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le Vendredi 18 Juin à 3 h. 1/2.

PAR

Constantin ALEXIANO

Président : M. JÉZE, professeur.

Suffragants } MM. SOUCHON } *professeurs.*
 } TRUCHY. }

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}
Éditeurs.

14, RUE SOUFFLOT, 14

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Économie du Numéraire

dans les

paiements au moyen du chèque

THÈSE POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le Vendredi 18 Juin à 3 h. 1/2.

PAR

Constantin ALEXIANO



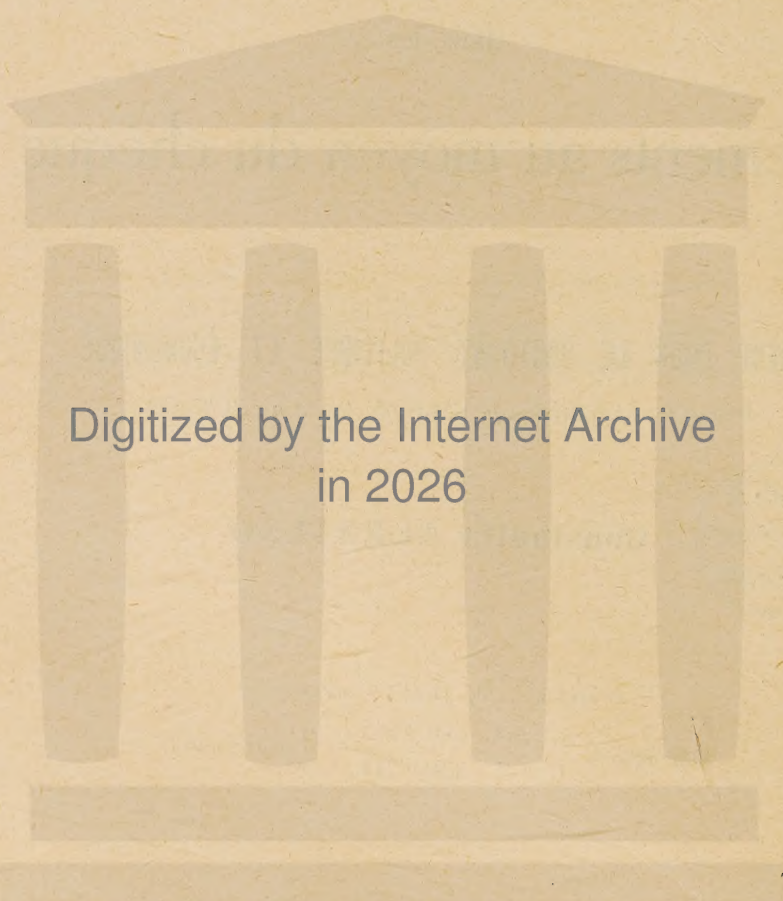
Président : M. JÉZE, professeur.

Suffragants } MM. SOUCHON } *professeurs.*
 } TRUCHY. }

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}
Éditeurs.

14, RUE SOUFFLOT, 14

1920



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
Le problème posé. — L'inflation fiduciaire après la Grande Guerre. — Un remède.	
CHAPITRE PREMIER. — Le chèque ordinaire.	10
Son histoire à travers les âges. — Son emploi dans différents pays. — Son état actuel en Roumanie. — Sa contexture juridique et son rôle économique.	
CHAPITRE II. — Le chèque barré.	45
Son origine et son histoire. — Le « general crossing » et le « special crossing ». — Sa contexture juridique. — Sa supériorité par rapport aux billets de banque.	
CHAPITRE III. — Le chèque « nur zur Verrechnung » ou de compensation	64
Son fonctionnement dans les ex-Empires Centraux. Sa situation en Droit. — Son utilité économique en fonction du milieu où il circule.	
CHAPITRE IV. — Une spécialité américaine : le chèque certifié.	72
Son mécanisme. — Objections du point de vue juridique. — L'économie du numéraire réalisé en Amérique par son usage. — Les « cashiers-checks ». — Les chèques confirmés de la « Reichsbank ».	

CHAPITRE V. — Le chèque postal national et international	85
Son histoire et son mécanisme dans quelques pays. —	
Son état actuel du point de vue législatif en France.	
— Son utilité économique. — Tentatives d'internationalisation.	
CONCLUSION	91
L'économie du numéraire par l'introduction du chèque certifié en France. — Obstacle dans les lois fiscales.	
BIBLIOGRAPHIE.	99

INTRODUCTION

Dans tous les pays qui ont pris part à la guerre — et notamment en France — l'un des soucis les plus essentiels des Parlements, c'est d'essayer de trouver des remèdes à l'inflation fiduciaire. De cette question dépendent en grande partie la hausse du coût de l'existence et de la baisse des changes : deux plaies qui seraient susceptibles de provoquer des bouleversements sociaux et de rendre impossible le relèvement des pays dévastés par les hostilités — comme la France et la Roumanie.

L'inflation fiduciaire tient à deux causes : 1^o Les états belligérants ont fait de larges emprunts à leurs banques d'émission — et ont ainsi contribué à jeter dans la circulation une masse énorme de billets. Il est difficile de dire si, en France par exemple, une autre politique financière pouvait être pratiquée avec des chances de succès ; — il est, en tout cas permis de constater qu'elle a eu des résultats funestes. Peut-être irrésolvable au cours des hostilités, elle devrait, ce semble, faire place à une autre aujourd'hui : politique d'emprunts à long terme, politique d'impôts. — Il serait d'une élémentaire sagesse

de ne plus faire d'appel à la Banque de France et d'annoncer au contraire le remboursement de ses billets. — Mais notre nationalité ne nous permet pas de nous étendre sur ce terrain.

2^o Les particuliers — même les hommes d'affaires et de finances — se servent trop — encore aujourd'hui — des vieilles méthodes de paiement. Ils usent trop — particulièrement en France et en Roumanie — de monnaies métalliques et de billets, d'où la nécessité pour les établissements d'émission d'une circulation très considérable.

Cette cause d'inflation fiduciaire qui certes n'est pas la plus importante aujourd'hui — mais qui est la plus permanente — pourrait être singulièrement atténuée, si la pratique du chèque se développait.

C'est ce que nous voudrions montrer dans les pages qui vont suivre.

Le chèque, il est vrai, a déjà été l'objet de très nombreuses études; mais on peut dire que c'est un sujet qui ne s'épuise jamais. Le chèque, en effet, se modifie et se renouvelle sans cesse: si bien qu'à peine achevées, les pages — même les plus consciencieuses qui lui sont consacrées — ne sont déjà plus au point ni à jour. Ceci est particulièrement vrai aujourd'hui: Par suite de la guerre — et pour combattre l'inflation fiduciaire qui en a été la suite — les banques se sont ingénies à multiplier les formes

de chèques de façon à en faciliter la diffusion et à permettre les paiements les plus prodigieux sans déplacement de numéraire. Aussi — à côté des chèques connus de tous, a-t-on vu naître toute une efflorescence de chèques nouveaux qui, à notre connaissance du moins, n'ont pas encore été systématiquement analysés ni appréciés. Une importante partie de ce travail leur sera réservée. Mais il indiquera aussi les modifications survenues pendant ces dernières années dans la législation du chèque. On y posera aussi la question de savoir si le droit du chèque ne serait pas susceptible d'être internationalisé. Le problème fut ébauché à la Haye en 1912; il mériterait, croyons-nous, d'être repris, car de sa nature le chèque doit — pour rendre toute son utilité — pouvoir circuler dans tous les grands Etats, sans perdre sa valeur juridique : ce qui arrive trop souvent actuellement à cause des différences qui existent dans les lois des divers pays.

Dans nos observations nous indiquerons — autant qu'il nous sera possible, l'histoire de chaque forme de chèque, son mécanisme, sa contexture juridique et son rôle économique, négligeant de parti-pris les considérations générales que l'on trouve développées dans les grands et excellents manuels de droit commercial qui sont dans toutes les mains et qui d'ailleurs n'entreraient pas dans le cadre de cette étude, dont le caractère est, avant tout, bancaire.

CHAPITRE I

Le chèque ordinaire

Historique. — L'origine du chèque est très discutée. Certains écrivains estiment qu'il existait déjà à Athènes. Dans ses études sur les antiquités juridiques d'Athènes (2^e édit. Paris 1865), M. Caillemet se prononce dans ce sens. Il appuie son opinion sur un passage d'Isocrate qui signalerait ce procédé comme un moyen de soustraire l'argent aux risques d'un voyage. — Dans une thèse parue en 1906 (Virements en banque et Chambres de compensation), M. Haristoy a reproduit en grec et discuté le texte visé. Il conclut (page 46) que le passage d'Isocrate peut parfaitement s'expliquer dans l'hypothèse d'un chèque au porteur. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette controverse qui suppose des connaissances linguistiques et historiques qui ne sont l'apanage que d'un bien petit nombre de personnes.

Il n'est pas invraisemblable que la Grèce ait connu le chèque. De même à Rome « autour du Forum

qui fut un temps le marché du monde où affluaient les richesses de l'Orient et de l'Occident, se groupèrent de bonne heure des banquiers : les *argenlarii*. Tite Live mentionne leur apparition vers l'an 350 avant Jésus-Christ. Les particuliers leur confiaient des fonds, peu à peu, sous forme de dépôt irrégulier. Quand un client voulait faire un paiement, il tirait sur l'*argenlarius* un véritable chèque nominatif payable à présentation et qu'il remettait à son créancier. Les ordres écrits s'appelaient *attributio* ou *prescriptio*. *Scribere* signifiait ouvrir un crédit sur un livre; *rescribere* ou *prescribere*, donner un chèque pour transférer le crédit ou le paiement en argent à une autre personne. Les ouvrages de Cicéron, Plaute, Térence et des allusions nombreuses dans les Institutes de Gaius indiquent que les *argenlarii* devinrent peu à peu les caissiers de leurs clients, opérant des paiements pour leur compte (*mensae scripturae*), faisant rentrer des créances par des *coactores*, jouant eux-même le rôle d'*adjectus solutionis gratia*, et opérant des virements (*transcriptio a persona in personam*). » (Daniel Duverger. Le rôle économique du chèque. — 1913, p. 3).

Ces pratiques, assez semblables au fond à celles des Banques modernes, paraissent avoir disparu par suite des invasions barbares — mais pour réparaître au Moyen-Age. Dans son ouvrage « *Le parfait Négociant* » (Edit. de 1763, liv. III, chap. III, p. 119-

120), Savary attribua l'invention des lettres et billets de change aux juifs chassés de France pendant les règnes de Dagobert 1^{er}, Philippe-Auguste et Philippe-le-Long, ès années 640-1182 et 1316 : ils se réfugièrent en Lombardie, et pour retirer l'argent et autres effets qu'ils avaient laissés en France entre les mains de leurs amis, la nécessité leur apprit de se servir de lettres et billets écrits en peu de paroles et de substance. — De même les Florentins chassés de leur pays par les Guelfes et qui s'établirent à Amsterdam se servirent, pour entrer en possession de leur argent, du ministère de voyageurs et de pèlerins, auxquels ils remettaient des lettres en style concis et de peu de paroles.

On admet assez généralement que c'est là l'origine de la lettre de change. Sans entrer dans cette controverse, il nous semble qu'il s'agit là surtout de chèques et de chèques tirés d'une place sur une autre. Ces titres paraissent bien, en effet, être avant tout des instruments de retrait et c'est bien là le caractère du chèque, au moins en France. Le texte célèbre date de 1207. « On l'a souvent cité comme étant l'exemple unique de la lettre de change contenant la clause au porteur pure et simple : *Tibi vel tuo misso danli mihi hanc cartam* » — D'après l'*imbrevalura* ou résumé copié par Canale (*Istoria di Genova* 1864 t. II, p. 617), sur les registres du notaire Lanfranco, ce résumé était conçu en ces termes : « *Simon Rubens*

banchierus faletur habuisse lib. 34 danariorum januae danarios 32 pro quibus Wmus banchierus, ejus frater debet dare in Palermo marcas 8 boni argenti illi qui ei dabit hanc cartam. » D'après M. Wahl (Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers, Paris 1891, t. I p. 60-61 en note), aucun doute ne peut subsister sur le sens de ce document qui est bien une lettre de change ou au moins un chèque.

De Florence le chèque se répandit dans les Pays-Bas, du moins si l'on en croit l'exposé des motifs de la loi belge de 1873 sur les chèques : « Nous aurions dû d'autant moins nous laisser distancer par l'Angleterre, que c'est elle qui nous a emprunté l'instrument de paiement, l'assignation, connue depuis sous le nom de chèque et qui était en usage de temps immémorial à Anvers sous le nom flamand de *bewijs*. D'anciennes chroniques nous apprennent, en effet, que sir Thomas Gresham, banquier de la reine Elisabeth, vint à Anvers, en 1557 pour étudier ce mode de paiement et qu'il l'introduisit en Angleterre. »

C'est donc de Hollande que le chèque serait passé en Angleterre. Dans une étude sur le chèque barré parue à Bruxelles en 1908 dans le bulletin de la Chambre de commerce anglo-belge, il est exposé que « maints de nos usages commerciaux, disons même de nos institutions commerciales, nous viennent des Hollandais et Malynes, un auteur du milieu du xvii^e siècle, disait que les marchands hollandais, désirant

transférer à leurs clients une partie des fonds déposés chez leurs banquiers, avaient l'habitude de se rendre à la fin de la journée chez ces derniers pour leur faire connaître les transferts de fonds qu'ils avaient à opérer pour leur compte. Evidemment, c'était là un procédé primitif; mais il fut cependant, comme le fait remarquer Hermann Cohen, le germe d'où sortit la méthode actuellement employée pour le transfert des fonds dans le monde civilisé (*Bulletin* p. 45)¹.

Même en Angleterre le chèque ne se différencie que peu à peu des autres instruments de paiement et de crédit : billets de banque — billets à ordre — lettres de change. Ses caractéristiques propres ne se précisèrent pas immédiatement. Il y eut toute une évolution dont il importe de retracer ici les lignes maîtresses.

Ce furent d'abord les orfèvres qui remplirent les fonctions des *Trapégistes* Athéniens, des *argenarii* romains et des banquiers hollandais. Voici dans quelles conditions cela se produisit : Tout d'abord (début du xvii^e siècle) les orfèvres déposaient leurs valeurs à l'Hôtel de la Monnaie, non dans un but commercial, mais comme mesure de préservation contre le vol et l'incendie.

1. Bulletin de la Chambre de Commerce Anglo-Belge, Bruxelles 1908.

Mais en 1640, Charles 1^{er} s'étant approprié les dépôts qui lui étaient confiés, les orfèvres gardèrent désormais leurs métaux précieux et reçurent même les dépôts des particuliers. Ils firent bientôt des virements, ouvrirent des comptes courants, délivrèrent des récépissés appelés *billets des orfèvres*. Les billets étaient connus sous le nom de *Goldsmith's notes*. Ils circulaient de main en main, mieux que l'argent comptant. Ces billets reçurent très rapidement une consécration officielle. Le Long Parlement ayant accepté les billets de l'orfèvre Hall pour le paiement des *Bishops Lands*. Et cette vogue ne fut pas passagère, car encore en 1696 pendant la crise que suscita la refonte des monnaies, Davenant nous apprend qu'à défaut de numéraire, les transactions étaient effectuées par des tailles, billets de banque et notes des orfèvres¹.

Ce sont ces billets des orfèvres qui vont se métamorphoser en chèques proprement dits par suite des circonstances que voici. En 1694 fut créé la Banque d'Angleterre d'après les plans d'un gentilhomme écossais, William Paterson.

Cette banque rendit à l'Etat des services éminents, notamment pendant les guerres avec la France.

1. v. J. Haristoy (loc. cit. p. 328) Virements en banque et Chambres de compensation. Thèse Paris 1906.

En compensation de nombreux privilèges lui furent concédés. En 1742, par exemple, un acte du Parlement prohiba l'émission de billets payables au porteur par d'autres banques — et c'est de cette défense que le chèque naquit. « Environ trente ans après le vote de l'act du Parlement de 1742, les banquiers adoptèrent une autre méthode pour traiter les affaires et cette méthode très simple parut si insignifiante qu'on n'y attacha pas d'importance. Or, ce fut ce petit changement de méthode dans la création de valeurs ou d'obligations, sous une forme non prévue par l'act de 1742 qui enleva à ce dernier toute valeur et donna le moyen aux Banques en Sociétés anonymes actuelles (Joint Stocks Banks) de se créer à Londres, ce qui détruisit le monopole de la Banque d'Angleterre. En effet, lorsque celle-ci découvrit la méthode utilisée par les autres Banques pour tourner l'act du Parlement, elle fit appel à ce dernier pour y mettre obstacle : mais on lui objecta que de pareils monopoles n'étaient plus dans les mœurs de l'époque et sa réclamation fut écartée.

Le changement de méthode consistait en ceci : les banquiers de Londres, au lieu de remettre des billets payables sur leur caisse à leurs clients, se contentèrent d'inscrire au crédit de ces derniers le montant de ce qui leur était dû et de leur remettre des carnets en blanc que les clients pouvaient remplir en faveur de qui bon leur semblait. Ces valeurs

étaient payables à vue au porteur et le banquier s'engageait à en payer l'import à quiconque les présentait à ses guichets, pourvu qu'il eût reçu des fonds suffisants d'un client pour en couvrir le montant¹. »

Cette fois le chèque existait bien tel que nous le connaissons aujourd'hui. L'Angleterre peut donc être regardée comme son véritable berceau.

Ajoutons qu'il y a pris un prodigieux essor. « Tout le monde a un compte en banque et un carnet de chèques, depuis le grand commerçant jusqu'à la maîtresse de maison et au petit employé. La mode s'en mêle. M. Esquiros, dans ses études sur la vie anglaise, raconte qu'un boutiquier auquel on demandait un jour quelle était la différence entre un homme et un gentleman, répondit sans hésiter : « Un homme est celui qui vient acheter mes marchandises au comptant; un gentleman est celui auquel je fais crédit et qui me règle tous les six mois par un bon à toucher chez un banquier. »

De Grande Bretagne le chèque ouvert s'est répandu dans le monde entier : Aux Etats-Unis où il est réglé par les usages, d'après M. Daniel Duverger, « les auteurs américains ne s'en occupent pas et renvoient aux ouvrages anglais »; en France, où la loi ne s'en

1. Bulletin déjà cité p. 47.

est occupé que depuis 1865, mais il fonctionnait bien auparavant dans la pratique sous la forme de récépissé. Cela résulte à l'évidence tout d'abord du rapport de M. Darimon « au cours de la session de 1864, le gouvernement... présenta au corps législatif, sous la forme de dispositions additionnelles à la loi des finances de 1865, un projet de loi destiné à répandre l'usage des ordres de paiement connus sous le nom de chèques et à favoriser ainsi le développement des banques de dépôt. La forme actuelle de ces ordres de paiement est celle du mandat; c'est la seule qui soit admise là où le chèque est répandu, dans les habitudes. Mais, à cause des exigences de nos lois fiscales, les établissements de crédit qui, depuis quelques années, cherchaient à vulgariser chez nous l'emploi de cet instrument, avaient été conduits à adopter la forme menteuse et incommode du reçu. » Cela résulte surtout d'un discours du comte de Germiny au Sénat (9 juin 1865), dans lequel il est dit : « que les grandes banques de dépôt émettent des reçus reliés en carnet, faciles à détacher successivement et qui font à merveille et très rapidement l'office du chèque anglais. »

C'est par l'usage que le chèque s'est d'abord introduit dans les différents pays, ce n'est que plus tard qu'il a été réglementé par la loi (Belgique, loi du 30 juin 1873 — Suisse, Code fédéral de 1881 — Italie, Code de commerce de 1883 — Autriche, loi du 6 avril

1906 — Allemagne, loi du 11 mars 1908 — Roumanie, Code de Commerce de 1887, etc., etc.

La Roumanie doit retenir notre particulière attention — non pas que sa législation du chèque ait une réelle originalité : elle est fortement inspirée du droit italien ; mais à cause des liens si étroits qui nous unissent à ce pays.

Le code de commerce roumain contient six articles sur le chèque ouvert : d'abord l'article 364 ainsi conçu : « quiconque possède des sommes d'argent disponibles dans une banque ou chez n'importe quelle personne, pourra disposer de ces sommes en total ou en partie, à son bénéfice personnel ou au bénéfice d'un tiers par un chèque. » On voit que le législateur roumain ne s'est point essayé à donner une définition du chèque comme l'a fait la France — il s'est borné à une déclaration pratique : « Quiconque possède... »

C'est un procédé moins ambitieux, mais plus sûr que celui du code français. Nul, en effet, ne saurait se flatter de donner du chèque une définition exacte, par cela même que c'est un instrument de paiement sans cesse en voie de se métamorphoser selon les nécessités des affaires. Le législateur roumain a d'ailleurs atteint le but qu'il se proposait : l'on sait mieux ce qu'est un chèque lorsqu'on a lu l'article précité que lorsqu'on a lu l'article 5 de la loi du 14 juin 1865.

Le code roumain admet — comme le français — le tirage d'un chèque sur n'importe qui; mais il semble que ce soit comme à regret.

Le libellé de l'article est caractéristique « Quiconque possède des sommes d'argent disponibles dans *une banque* où chez n'importe quelle personne... » Les banquiers sont indiqués en première ligne, comme les tirés par excellence. Pour des raisons pratiques ce législateur a dû momentanément permettre le tirage sur « n'importe qui. »

Mais dans son esprit il n'y a là qu'une mesure transitoire, destinée à disparaître quand les comptes en banque auront pris un essor suffisant.

Article 365 « Le chèque doit indiquer la somme à payer, être daté et signé par le tireur. Il pourra être tiré au porteur ou à l'ordre d'une personne désignée. Il pourra être payé à vue ou dans un délai qui ne dépassera pas 10 jours à partir de la présentation. Il pourra être signé à l'ordre et transmis même par endos en blanc. » Cet article indique que doit et que peut contenir le chèque : Il a le mérite de les énoncer très clairement. Peut-être y aurait-il lieu de les compléter par l'insertion sur l'effet du mot « chèque », ce qui aurait l'avantage de faire voir de suite que l'on est en présence d'un chèque et non d'un autre effet voisin. Mais ce n'est là qu'une critique de détail et de peu d'importance; l'article 365 prête à une autre objection bien plus grave. Il admet

le chèque à *délai de vue* « il pourra être payé à vue ou dans un *délai qui ne dépassera pas dix jours à partir de la présentation* ».

Il y a là une disposition empruntée au code de commerce italien et qui ne présente que des inconvénients.

Tout d'abord, elle n'est pas en harmonie avec la nature du chèque qui est un instrument de paiement et non pas de crédit. Remettre un chèque, doit équivaloir à remettre des espèces — ce qui n'est pas le cas ici — puisque l'effet peut n'être payé que dix jours après la présentation. D'autre part, des procès naissent assez souvent relativement au calcul des dix jours. Bref, à la Haye, en 1912, l'Italie, où la dite disposition avait pris naissance, se déclara prête à y renoncer. Sur ce point donc, le code roumain gagnerait à être retouché. Il paraît d'ailleurs qu'il n'y a pas dans la pratique de chèque à délai de vue.

Il est en effet, possible d'atteindre le résultat que l'on a voulu — donner un peu de temps au débiteur pour réunir les fonds nécessaires par un moyen plus simple : la post-date. Il est vrai que ce moyen est interdit par les divers codes ; mais c'est une prohibition qu'il est presque impossible de faire jouer.

Article 366 — « Sont applicables au chèque toutes les dispositions relatives à l'endos, à l'aval, à la signature des personnes incapables, aux signatures fausses ou faussées, à celles de l'échéance et du paie-

ment des traites, au protêt, au recours contre le tireur et contre les endosseurs, aux billets perdus ou soustraits. » Cet article n'est qu'une référence aux règles de la lettre de change qu'il déclare applicables au chèque.

Le code roumain se rattache à ce point de vue à l'Angleterre, pour laquelle le chèque n'est guère qu'une forme de la traite. Voici, en effet, la définition anglaise du chèque : « C'est une lettre de change (bill of exchange) payable sur demande (on demand).

Ceci posé, si l'on descend dans le détail, diverses observations s'imposent. L'article 366 stipule que sont applicables au chèque toutes les dispositions relatives à l'aval ».

D'après MM. Lyon-Caen et Renault, l'aval est un cautionnement fourni pour faciliter la négociation de la lettre de change, en en assurant mieux le paiement... le donneur d'aval peut cautionner soit le tireur, soit l'un des endosseurs, soit le tiré accepteur ... le donneur d'aval est considéré comme la caution solidaire de celui dont il se porte garant¹. »

En matière de chèque, la forme adéquate de l'aval, c'est semble-t-il, la certification telle qu'elle existe aux Etats-Unis et que nous étudierons plus loin. Il semble donc que la diffusion de cette variété si

1. Manuel de Droit Commercial p. 494

intéressante de chèque ne trouverait pas d'obstacle dans la législation roumaine — ce qui n'est pas le cas en France, comme nous le verrons.

L'article 366 ajoute : « Sont applicables au chèque toutes les dispositions relatives à la signature des personnes incapables... » On assimile donc, en Roumanie, les traites et les chèques, quant à la capacité active — alors qu'en France, on suit des règles toutes différentes.

Dans ce dernier pays, les lettres de change souscrites par des mineurs non commerçants sont nulles à leur égard, même s'ils sont émancipés. Les chèques qu'ils émettent sont, au contraire, parfaitement valables. Les femmes, même non mariées et maîtresses de leurs droits, n'ont pas en France, une pleine capacité en matière de lettre de change ; l'article 113 du code de Commerce dispose, en effet, que la signature des femmes ou des filles non marchandes publiques sur lettres de change ne vaut que comme simple promesse. » Il y a des difficultés sur la portée exacte de cet article. Mais un fait reste certain, c'est que la capacité des femmes n'est pas discutée en ce qui touche l'émission des chèques, alors qu'elle l'est pour les traites.

Bref, en Roumanie quiconque peut émettre un chèque, peut aussi souscrire une traite : les deux choses sont corrélatives. En France elles obéissent à des règles différentes.

Il est permis d'être assez perplexe sur la valeur respective de deux systèmes : c'est là proprement un débat juridique dans lequel nous n'avons pas ici à entrer.

Article 367. « Le possesseur du chèque doit le présenter dans les 8 *jours* à partir du jour daté s'il est émis sur la place de paiement, et dans les 15 *jours* s'il est à payer sur une autre place que celle où il a été émis. *Le jour de la date n'est pas compris dans ce délai.* »

Cet article ne saurait donner lieu à aucune observation spéciale. Il admet des délais de paiement un peu plus longs qu'en France. Voici, en effet, ce que dit la loi du 14 juin 1865 : « Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu. ».

Mais il y a là une question qui ne relève pas de principes, mais qui est en fonction du développement des voies de communication et par conséquent essentiellement variable. Il faut seulement tendre à faire disparaître le chèque de la circulation le plus tôt possible après qu'il y est entré.

Article 368. « Le possesseur du chèque qui ne le présente pas dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs ; il perd même son

recours contre le tireur, si la somme n'est pas disponible du fait du tiré, à l'échéance des termes ci-dessus ».

Cet article correspond exactement aux dispositions de la loi française sur le même sujet : « Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré après les dits délais » Mais la rédaction française paraît plus claire que la roumaine, un peu ambiguë « si la somme n'est pas disponible du fait du tiré, à l'échéance des termes ci-dessous »...

Article 369. « Celui qui tire un chèque non daté ou faussement daté, ou sans qu'il existe de sommes disponibles aux mains du dépositaire sera puni d'une amende égale à 10 % de la somme désignée dans le chèque, sans préjudice des peines prévues dans le code pénal, s'il y a lieu ».

C'est la reproduction à peu près littérale de l'article 6 de la loi française du 14 juin 1865. Le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est passible d'une amende égale à 6 % de la somme pour laquelle le chèque est tiré... L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende sans préjudice de l'application des lois pénales s'il y a lieu. »

Le taux de l'amende est différent, 10 % en Roumanie, 6 % en France, d'autre part le code roumain prévoit

des peines proprement dites, aussi bien pour l'absence de date ou la fausse date que pour l'absence de provision, alors que dans la première hypothèse la France se contente de sanctions fiscales. L'article 6 de la loi de 1865 a d'ailleurs été modifié à deux reprises, en 1874 et en 1917.

Mais ce sont là des points de vue purement juridiques sur lesquels nous n'avons pas à insister ici... Disons seulement que l'art. 369 roumain ne paraît pas à priori très heureux : il pêche à la fois par excès et par insuffisance de sévérité.

Les conclusions qui se dégagent de cette courte étude du droit roumain en matière de chèque, sont que des retouches et des mises au point y seraient nécessaires. Et cela n'a rien d'étonnant, le chèque comme nous l'avons déjà noté, se modifiant sans cesse sous l'influence des nécessités pratiques. Dans ces dernières années (1911-1917-1918-1919) la France n'a-t-elle pas dû refaire elle-même en partie sa législation du chèque ?

Historique. — Il est connu de tous, aussi n'insisterons-nous que fort peu.

Le chèque doit d'abord contenir le lieu et la date d'émission — ces mentions sont requises par toutes les législations, sauf celles d'Angleterre et des Etats-Unis. Dans le Bill of Exchange Act, art. 4, il est en effet déclaré qu'un chèque n'est pas nul pour la

seule raison qu'il n'est pas daté ou ne fait pas mention du lieu d'émission. « Ces mentions sont, en tout cas, très utiles. Du lieu d'émission dépendent des questions importantes : capacité active, capacité passive. De la date d'émission se déduisent les délais de présentation. A la Haye, en 1912, d'assez longues discussions se produisirent à raison de ces formalités. On estima d'abord qu'il n'était pas indispensable — ainsi que le veut la loi française — que la date fût écrite en toutes lettres. « Certaines législations prescrivent que la date du chèque doit être écrite en toutes lettres. Le comité n'a pas cru devoir adopter cette disposition. Il a estimé que le commerce avait un intérêt légitime à ne pas être entravé par les formalités inutiles ». ¹

Toujours dans le même but de simplification l'on décida que si le tireur avait oublié les dites mentions, tout porteur subséquent pouvait les ajouter avant la présentation et qu'enfin, si le lieu d'émission manquait et qu'une localité figurait à côté du nom du tireur, elle serait présumée être le lieu d'émission.

Mais la question qui retint davantage l'attention des délégués fut la suivante : Le règlement uniforme devait-il contenir des dispositions sur le chèque post-daté ? Il arrive assez souvent que des chèques

1. Rapport Carlin (Conférence de la Haye, 1912).

de ce genre soient mis en circulation, principalement en vue de prolonger les délais de présentation, contrairement aux dispositions légales. En post-datant un chèque, on lui enlève son caractère d'instrument de paiement rapide et on le rapproche de la lettre de change et du billet à ordre et ce, dans bien des Etats au détriment du fisc qui soumet la lettre de change et le billet à ordre à un droit de timbre proportionnel, alors qu'il n'y a pas de droit de timbre sur le chèque ou un droit de timbre fixe.

Le comité ne crut pas devoir se prononcer pour la nullité du chèque post-daté, parce que le porteur de bonne foi serait, sans sa faute, gravement lésé dans ses intérêts et que la sécurité des rapports commerciaux en souffrirait grandement. Mais il réserva à chaque Etat le droit de se défendre contre cette fraude par des amendes.

Une indication tout à fait essentielle, c'est celle du tiré : sans elle, pas de chèque. Comme le disait M. Carlin à la Haye « il va de soi que l'indication de la personne qui doit effectuer le paiement constitue une condition essentielle du chèque. » Mais une difficulté se présentait ici : un chèque pourrait-il être émis sur plusieurs tirés, ainsi qu'il est d'usage dans les *travellers-checks* ? Le comité décida de ne pas admettre la pluralité des tirés. Les *travellers-checks* n'étant pas, selon lui, des chèques au sens propre du mot, par-

ce qu'ils ne contiennent pas de mandat, mais une promesse de l'émetteur.

De même qu'un tiré, le chèque — de par son essence même — suppose un bénéficiaire. Ce peut être une personne dénommée ou le porteur quel qu'il soit.

Ces diverses personnes (tireur, tiré, bénéficiaire) sont dans une certaine relation : le tireur donne au tiré mandat pur et simple de payer au bénéficiaire une somme déterminée, c'est cela qui fait le chèque.

Il peut y avoir des doutes sur la nature juridique de l'ordre du tireur au tiré; il faut en tout cas qu'il existe et qu'il ne soit pas subordonné à des conditions puisque la remise d'un chèque doit valoir paiement. Le chèque doit être considéré comme un mandat de paiement; toute autre forme, par exemple celle d'un acquit, ne sera pas admise par le règlement uniforme. ¹

En résumé le chèque doit contenir les mentions suivantes : indication du lieu et de la date d'émission nom du tiré, signature du tireur, mandat pur et simple de verser une somme déterminée, bénéficiaire.

A la Haye, se posa la question de savoir si, en outre, on ne devrait pas exiger l'insertion obligatoire sur l'effet du mot « chèque ».

Seize délégations se prononcèrent pour l'affir-

1. Rapport Carlin.

mative, quatre contre, au nombre desquelles la France. Avouerons-nous que les objections formulées par ses représentants ne nous paraissent pas décisives ? M. Ernest Picard se borna à dire que ce formalisme nouveau dérouterait le commerce...

Le Comité passa outre et décida — avec raison, croyons-nous — que « le titre doit contenir la dénomination de chèque. Cette dénomination est à insérer dans le texte même du titre; il ne suffirait pas qu'elle y soit apposée comme en-tête, par exemple. A défaut de la dénomination requise, le titre ne vaudra pas comme chèque... Mais ce mot pourra être écrit selon l'orthographe de la langue dans laquelle le titre est rédigé.... Le tireur pourra faire suivre, entre parenthèses, le mot chèque du terme employé jusqu'ici pour désigner ce genre de titre dans le pays de création...

Il n'est pas à craindre que l'introduction de la dénomination obligatoire du chèque donne lieu à de sérieuses difficultés dans la pratique. En effet, le tireur se servira ordinairement de formules en blanc fournies par les banques et qui contiennent les mentions nécessaires ^{1.}»

Contexture juridique. — La première question qui se pose, c'est celle de savoir qui peut tirer un chèque

1. Rapport Carlin.

Il n'y a sur ce point qu'à s'en tenir au droit commun. La capacité pour émettre un chèque doit être la même que pour pouvoir payer.

Il a été, par exemple, jugé que « n'est pas nul le chèque que le prodigue a tiré payable sur des fonds déposés en compte-courant ». (Tribunal de Commerce de la Seine, 23 janvier 1912. — Dalloz 1914, 2.79).

Tout autrement difficile est le problème de savoir sur qui le chèque peut être tiré. Il a reçu, à notre connaissance du moins, trois solutions. Certains pays, dont la France, admettent que le chèque peut-être tiré sur n'importe qui; d'autres, comme l'Angleterre, sur un banquier seulement; d'autres enfin, comme l'Italie, sur les banquiers et les commerçants.

Le système français ne mérite guère que des critiques. Voici ce qu'en dit M. Duverger¹ : « Le chèque peut être tiré sur un tiers quelconque... C'est là la grande faute du législateur de 1865. Sans doute, elle est, en partie, excusable. On n'a pas osé à cette époque imposer le tirage sur banquier comme cela existait en Angleterre. Les banques de dépôt étaient encore à leur période de formation et l'on avait l'habitude de confier son argent aux avoués et surtout aux notaires. M. Pouyer-Quartier, membre

¹. Daniel Duverger. Le rôle économique du chèque. Thèse 1913. (page 41).

éminent du Corps Législatif, doublé d'un grand industriel disait : « Quand on a besoin d'argent, on tire sur eux » (les notaires). Soucieux de ne pas violenter les habitudes, et surtout dans la crainte de restreindre considérablement l'emploi du chèque, le législateur maintint la vieille pratique.

Quelques trop nombreux sinistres dans le notariat montrèrent toutefois combien la persistance d'une telle pratique était défectueuse et obligèrent, dès 1876, M. Dufaure, garde des sceaux, de rappeler aux officiers ministériels l'ordonnance de 1843 si aisément oubliée¹.

Ce qui est impardonnable, c'est qu'en 1913², on puisse encore tirer un chèque sur une autre personne qu'un banquier.* Aucune des excuses de 1866 ne subsiste. C'est véritablement ne pas comprendre le rôle du chèque que de laisser une telle liberté au tireur. On n'aboutit qu'à un seul résultat, celui de faire disparaître un grand nombre de lettres de change à vue surtout celles d'un gros chiffre. »

Le gouvernement s'est aperçu de ce danger sans cesse grandissant et a déposé un projet de loi tendant à interdire l'émission des chèques sur toutes personnes autres que les banquiers, les agents de change, le caissier-payeur central du Trésor public, les tré-

1. Leur défendant d'avoir en caisse l'argent de leurs clients.

2. Date de l'étude de M. Duverger.

soriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des Finances (session ordinaire, séance du 16 juillet 1918, annexe n° 4.852).

L'exposé des motifs est caractéristique. Il commence par rappeler l'état de la législation française et par observer qu'elle est à peu près la seule qui admette une pareille extension du chèque. Il observe ensuite que les chèques barrés ne peuvent être tirés que sur un banquier (loi du 30 décembre 1911). Mais, ajoute-t-il, le chèque barré demeure une simple faculté pour les parties et l'usage ne s'en est pas généralisé. Bien au contraire c'est la pratique des chèques tirés sur d'autres personnes qui s'est répandue de plus en plus, *au point de constituer pour le trésor un véritable danger.*

Les chèques bénéficient, en effet, au point de vue fiscal, d'un régime exceptionnel. De là une tendance marquée à substituer les chèques aux effets de commerce et aux quittances pures et simples.

Depuis que les articles 18 et 19 de la loi du 31 décembre 1917 ont, d'une part porté de 5 centimes pour 100 à 0,20 c. le droit de timbre proportionnel des effets de commerce et d'autre part transformé le droit de timbre gradué des quittances en droit proportionnel de 0, 20 %, l'intérêt de la fraude s'est accru... »

La solution française paraît donc condamnée —

de telle sorte que le débat est ramené à une option entre le système italien et le système anglais.

En faveur du tirage sur banquiers et commerçants, l'on fait valoir deux sortes d'arguments. Tout d'abord, il est difficile de dire exactement qui est banquier. C'est ce que faisait remarquer à la Haye M. de Nagy : « Le sens de ce mot varie singulièrement d'un pays à l'autre. En Angleterre, par exemple, il ne comprend pas les personnes qui font des spéculations de Bourse. En Hongrie, au contraire, un commerçant de ce genre est considéré comme banquier. »

Cette difficulté n'est certes pas à dédaigner : mais elle s'atténuerait beaucoup si l'institution des livres de commerce sur le modèle allemand venait à se généraliser. Elle a été réalisée en France par la loi du 18 mars 1919.

On ajoute qu'il y a des commerçants qui ont un service de caisse plus important que celui des banquiers. C'est exact, et cependant nous estimons qu'il existe des raisons économiques décisives de se rallier au point de vue anglais. A la Haye déjà, M. Lyon-Caen quoique mandaté pour défendre la pratique française avouait « que le seul système rationnel était le système anglais. »

Le tirage sur commerçants présente — bien qu'à un moindre degré — les mêmes inconvénients que le tirage sur une personne quelconque. La fonction

économique du chèque ne peut pas être pleinement réalisée que dans la conception anglaise. C'est ce que démontrait péremptoirement à la Haye M. Carlin: « Des raisons économiques exigent que le chèque ne puisse être émis que sur certaines catégories de personnes. Le but principal du chèque est d'éviter le maniement des espèces et de faciliter la compensation des créances. Ce but n'est véritablement atteint que s'il n'est fait usage du chèque que dans les milieux où se concentrent les fonds d'un grand nombre de personnes. Si on admet que le chèque peut-être tiré sur une personne quelconque, on arrive plutôt à une décentralisation de ces fonds, ce qui serait contraire au but poursuivi. Le fait que, pour pouvoir tirer un chèque, il faut avoir des fonds disponibles chez un tiers amène naturellement à n'admettre que des chèques émis sur des catégories de personnes chez lesquelles ces fonds s'accumulent, c'est-à-dire les banquiers et les maisons de banque¹ ».

A quelque solution que l'on s'arrête, la question se pose immédiatement et toujours, de rechercher dans quelles conditions l'émetteur peut disposer sur le tiré par voie de chèque.

Avant tout, il est nécessaire qu'il y ait une convention préalable entre eux. « Le comité a unani-

1. Rapport Cartin loc. cit.

mement reconnu que les fonds ne suffisaient pas, mais qu'il fallait une convention expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur était autorisé à émettre un chèque sur le tiré. »¹

Peu de difficultés sont d'ailleurs nées de ce chef. L'essentiel, c'est que le tireur ait chez le tiré des fonds disponibles. Cette expression doit s'entendre dans un sens très large. « Le comité a été unanime à reconnaître qu'il y avait fonds disponibles non seulement quand le tireur avait un dépôt d'argent chez le tiré, mais aussi quand celui-ci lui avait ouvert un crédit et généralement dans tous les cas où le tireur a contre le tiré une créance de somme d'argent liquide et exigible. » (Rapport Carlin)

Mais à quel moment les fonds doivent-ils être disponibles ? Est-ce lors de l'émission ? Ou lors de la présentation du chèque ? Prescrivent la provision préalable les codes suisse, belge et français. Cependant à la Haye, M. Carton de Wiart, délégué belge, observa qu'en fait le chèque étant essentiellement à vue, la distinction est plutôt théorique que pratique et que, communément un chèque est, dans la pratique, considéré comme régulier même si la provision n'est pas constituée au moment même où le chèque est signé, pourvu qu'elle le soit

1. Rapport Carlin loc. cit.

au moment de la présentation. Il peut arriver, par exemple, que, pour reconstituer ses disponibilités, l'on donne à son banquier, étant entendu qu'il vous créditera immédiatement du produit approximatif de la vente, un ordre de vendre des titres en même temps que l'on crée le chèque. Il n'y a pas là de provision préalable à l'émission et l'on ne peut cependant dire que le chèque est irrégulier.

La jurisprudence française est extrêmement stricte sur la nécessité de la provision concomitante à l'émission. Les arrêts sont innombrables. En voici quelques-uns : « Le chèque n'est et ne peut être qu'un instrument de paiement entre les mains du créancier et non un instrument de crédit. Celui qui est émis et négocié pour le recouvrement du prix d'une facture de marchandises non acceptée par le débiteur, ne reposant pas sur une provision préalable de fonds disponibles, constitue non un véritable chèque mais un effet de commerce et doit en conséquence être revêtu du timbre proportionnel. (Tribunal civil de Mâcon 19 avril 1875). (Dalloz 1875, V. 436).

Dans le même sens un arrêt de Caen du 6 juin 1882. (Dalloz 1884. II. 13).

Non seulement la provision, d'après la loi et la jurisprudence française, devait être préalable à la présentation, mais elle devait être encore intégrale, sous peine de nullité du chèque. Et la conséquence en était que

le porteur n'avait aucun droit sur la provision partielle. On peut citer de multiples arrêts dans ce sens, et notamment un arrêt de Cassation....

LA COUR

« Attendu que le chèque n'est valable et ne peut produire d'effets que si le tiré a préalablement entre les mains une provision suffisante pour que le montant en soit acquitté à la première réquisition, que la nullité existe en cas d'insuffisance comme en cas d'absence de provision, le chèque n'étant pas alors ce qu'il doit être dans l'esprit du législateur, un instrument non de crédit, mais de paiement etc... » (15 mars 1905. Ch. Civ.)

Cet arrêt a été critiqué par MM. Thaller et Lyon-Caen¹; ils lui reprochent surtout d'avoir méconnu les besoins de la pratique. Cette question n'a d'ailleurs plus qu'un intérêt rétrospectif. En effet, une loi du 22 avril 1917 a décidé qu'en cas de provision insuffisante le porteur a le même droit que si la provision était intégrale.

Le problème de la provision peut être envisagé de plus haut. Deux systèmes s'opposent : le français qui a des règles précises et nombreuses sur la provision; l'allemand qui ne s'en préoccupe pas. A la Haye, l'un

1. Lyon-Caen et Renault (T. IV).

des délégués russes M. Pynowsky, dit que « si l'on veut apprécier l'influence que doit avoir la provision sur la validité du chèque, il faut définir tout d'abord le concept juridique sur lequel on entend fonder ce titre. » Un chèque est un titre formel, abstrait. L'émission d'un chèque tiré sur un banquier chez lequel le tireur ne possède pas de fonds disponibles ou créé en violation des conventions passées entre le tireur et le tiré, oblige quand même le tireur et les endosseurs, dès l'instant où il a été mis en circulation. »

Cet auteur accepte donc le concept allemand et peut-être est-il, en effet, le meilleur — comme l'écrit M. Lacour à propos de la lettre de change, il est vrai — mais cela peut aussi s'appliquer au chèque, « la lettre de change est un titre abstrait et autonome qui se suffit à lui-même. En la créant, le tireur s'engage à procurer au porteur l'acceptation du tiré et à l'échéance le paiement. Le porteur peut compter sur cet engagement; mais il n'a pas à s'inquiéter des moyens que le tireur emploiera pour le remplir. La question de la provision n'intéresse que les rapports entre le tireur et le tiré qui sont extérieurs à la lettre de change. *Il n'y a donc pas lieu de lui faire une place dans les dispositions de la loi sur les effets de commerce*¹. »

Dans les deux systèmes d'ailleurs — français et alle-

1. Rapport Lacour au Ministère de l'Instruction Publique 11 janvier 1919.

mand — des mesures, même d'ordre pénal, sont prises contre l'émission de chèques — chiffons de papier.

En Angleterre, « celui qui tire un chèque sur une banque ou il n'a pas de compte ou s'il a la certitude que le chèque ne sera pas payé est passible des peines criminelles prévues par la loi relative à la fraude. » (C. P. Anglais).

En France, les sanctions sont de deux sortes : fiscales et pénales. « Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende (6 %/o) sans préjudice des peines correctionnelles, s'il y a lieu ». Jusqu'à une loi toute récente — 2 août 1917 — le seul fait d'émettre un chèque sans provision ne constituait pas un délit. Le gouvernement impérial l'avait voulu et avait déposé dans ce sens un article 7; mais la commission du Corps Législatif ne crut pas devoir se ranger à ce point de vue.

« La Commission a estimé que le maintien de l'article 7 du projet exposait le tireur à de trop grands dangers. Le retrait de la provision, après la délivrance du chèque, peut provenir d'un simple oubli; la bonne foi n'étant pas douteuse, la procédure n'aurait pas de suite; mais le seul fait pour un négociant d'avoir été atteint par un mandat de comparution, porterait atteinte à son honorabilité. Pour éviter ces tracasseries, beaucoup de commerçants renonceraient à l'usage des chèques. » (Rapport Darimon).

Pour que l'émission d'un chèque « en l'air » soit ré-

primée, il fallait qu'il s'y joigne des manœuvres frauduleuses.

Ces exigences étaient trop complexes; la loi du 2 avril 1917 les a beaucoup réduites. Dans un but de défense nationale, pour diminuer la circulation des billets de banque et afin de fortifier la confiance du public dans le chèque, elle a puni de peines correctionnelles le simple fait d'émettre un chèque sans provision préalable — à la seule condition qu'il y eût mauvaise foi. Une jurisprudence très intéressante a déjà sanctionné la loi du 2 août 1917¹.

Par suite de ces diverses lois récentes, le chèque a acquis en France à peu près la même sécurité qu'en Angleterre. Il ne reste guère qu'un point important à solutionner : le mandat contenu dans le chèque doit-il ou non être susceptible de révocation ?

En faveur de l'irrévocabilité on fait valoir que c'est le moyen le plus efficace de développer l'usage du chèque, parce qu'il met le porteur à l'abri d'un retour de volonté toujours à craindre de la part du tireur. Des délégués anglais et américains prétendirent bien à la Haye que ce danger était à peu près illusoire. M. Jackson, par exemple, déclara « qu'il n'avait jamais entendu dire que la faculté de révocation ait donné lieu à des abus ». M. Conant ajouta même « qu'il

1. Voir la Gazette des Tribunaux, 23 Décembre 1918.

avait entendu citer bien des cas où l'on avait fait échouer une fraude par un contre-ordre, mais pas un de fraude ou d'abus commis par contre-ordre. »

Il y a certes une large part de vérité dans ces observations. Pourtant, en parcourant la jurisprudence française, on trouve des cas où la faculté de révocation a donné lieu à des abus. Du point de vue économique, l'on peut dire que les avantages et les inconvénients de la révocabilité du mandat contenu dans le chèque s'équilibrent sensiblement.

La question est juridiquement très délicate; il y a des mandats irrévocables, notamment quand ils ne sont pas dans l'intérêt exclusif du mandant; mais c'est l'exception. Théoriquement, un débat fort intéressant pourrait être institué sur ce point; pratiquement, il serait sans grand intérêt, à raison de l'impossibilité où l'on serait d'empêcher le tireur qui a émis un chèque de le révoquer indirectement.

A notre sens, le tireur a droit de révoquer son chèque mais sous peine d'en *abuser*, il ne peut le faire que pour des causes légitimes. Dans le cas contraire il devrait être assimilé à celui qui lance un chèque sans provision suffisante : délit prévu par une loi récente — comme nous l'avons vu ci-dessus.

Rôle économique. — Il a été l'objet d'études innombrables et excellentes; nous ne pourrions que nous livrer à des redites. ¹

1. Voir notamment : Daniel Duvérger. *Le rôle économique du chèque*. Paris 1913.

Dès 1865, dans le discours de rentrée à la Cour de Cassation, M. Blanche indiquait, avec une précision qui n'a pas été dépassée, l'utilité particulière du chèque. « Le but du chèque est de faire sortir de leur inertie les capitaux tenus en réserve pour les besoins à venir, de les mettre dans la circulation, de les rendre productifs pour leurs propriétaires qui les déposent chez le banquier, pour le banquier qui les prête à l'industrie qui les emploie et les féconde, pour l'ouvrier à qui l'industrie procure du travail et dont le bien-être s'accroît de la prospérité de la nation. » Dans une thèse que nous avons déjà eu l'occasion de citer, M. Haristoy a très bien indiqué les avantages de l'emploi du chèque.

Tout d'abord, il permet d'économiser du temps. « Dans une discussion qui eut lieu à l'Institut des Banquiers de Londres en avril 1881, M. Joseph B. Morgan fit voir d'abord l'économie de temps qui résultait de l'application du système du Clearing, en présentant simultanément une suite de 210 à 280 transactions préparées suivant les anciens et les nouveaux usages. Ces transactions, s'élevant respectivement à 216.000 et à 252.000 livres sterling ne demandèrent que 6.000 à 7.000 livres pour leur règlement. Et telle est la rapidité de ces opérations que, dans cette même séance, M. Morgan put dire qu'il avait déjà, en trente deux minutes, réglé ainsi des opérations s'élevant à 6 millions de livres sterling. »

Il permet ensuite et surtout d'économiser des frais de toute sorte : salaires des comptables occupés du matin au soir à courir chez les clients pour opérer des recouvrements — et cela quelquefois au péril de leur vie; intérêts des capitaux immobilisés en pure perte dans les coffres des particuliers en attendant la présentation des effets; pertes accidentelles d'espèces; usure et frais de la monnaie. « Avec le chèque barré — écrit M. Haristoy — mais cela est également vrai du chèque ordinaire, du moins en Grande-Bretagne, plus de mouvements de fonds, plus d'argent à retirer des banquiers pour les échéances, plus de dérangement pour soi-même, plus de tentation pour les garçons de recettes et les employés, souvent trop jeunes, chargés des recouvrements, plus d'erreur de caisse au guichet, plus de frais de chargement pour les paiements par correspondance ¹.

Né de la pratique, le chèque s'est diversifié avec les nécessités sans cesse changeantes des affaires : d'où des formes toujours plus nombreuses et mieux adaptées aux besoins de la vie. Ce sont ces formes que nous allons maintenant étudier.

1. Haristoy, op. cit. p. 552.

CHAPITRE II

Le chèque barré

Historique. — Alors que l'origine du chèque ouvert reste enveloppée d'obscurités, celle du chèque barré est exactement connue. « La coutume de barrer les chèques a pour origine le Comptoir de Liquidation (Clearing House). Les employés des différents banquiers qui y traitaient leurs affaires ayant pour habitude d'inscrire en travers des chèques le nom de leurs patrons de façon à faciliter aux employés du Comptoir de Liquidation l'établissement de leurs comptes. Or, il est évident que cette opération n'impliquait en rien la restriction de la négociabilité des chèques, puisque lorsqu'elle était pratiquée, les chèques étaient sur le point d'être liquidés et que leur négociabilité touchait à sa fin.

Dans la suite, la pratique se généralisa de barrer les chèques ne devant pas passer immédiatement par le Comptoir de Liquidation, du nom d'un banquier ou simplement des mots « Et C^{ie} » ...

Le but de cet usage est d'assurer le paiement du chèque, non pas à un banquier déterminé, mais à un banquier quelconque, de façon à pouvoir retrouver plus aisément la personne qui avait reçu le montant. Il n'y a pas de doute que pareil usage est hautement profitable au public. Ces documents sont essentiellement payables au porteur; ils sont, sous maints rapports, considérés comme des billets de banque dont, dans les dernières années, ils ont largement tenu lieu. Mais comme tout autre chose, ils sont sujets à se perdre, à être mésappropriés ou volés et peuvent ainsi tomber dans les mains de personnes n'ayant aucun titre pour en toucher le montant. C'est donc certainement une grande garantie et une sauvegarde pour le propriétaire réel du chèque qu'il puisse y avoir des moyens de suivre et de retrouver ceux à qui le montant d'un chèque est payé et à qui, en réalité, l'argent est remis. Or, le paiement par l'intermédiaire d'un banquier assure cet objet. Les banquiers sont, en général, des personnes de grande respectabilité et qui, on peut universellement l'affirmer, sont incapables de se prêter à la dissimulation de la vérité dans le but de voler ou d'assister un voleur.» (Chambre de l'Echiquier, *Bellamy contre Marjoribank*, 1852)¹.

1. Bulletin de la Chambre de Commerce Anglo-Belge 1908.

On s'accorde à reconnaître que l'origine du chèque barré est bien celle qui est indiquée dans cet arrêt. Primitivement le barrement ne fut qu'un procédé de classement des chèques. Ce n'est que peu à peu qu'il acquit une signification juridique et devint un facteur de sécurité.

Le législateur anglais réglementa pour la première fois le chèque barré en 1856 (act 19 et 20 Victoria c. 25). C'est à cette date qu'il rendit légal le barrement général. Il faut, en effet, relever que, dans la pratique, le barrement général n'est apparu qu'après le barrement spécial. Voici par quelle transition : l'on commença par admettre que le bénéficiaire d'un chèque barré pouvait substituer le nom d'un autre banquier à celui qui figurait entre les lignes transversales.

Comme conséquence de cette licence, le tireur prit l'habitude de mettre uniquement les mots « Et Cie », de manière à laisser aux porteurs à venir le nom du banquier qui leur conviendrait. « Naturellement ceci fut le procédé le plus naturel à employer par un tireur qui ignorait, au moment de remplir un chèque, quel était le nom du banquier particulier du bénéficiaire ou de l'endosseur subséquent, attendu qu'en tout cas, il était assuré qu'un banquier serait coupable de négligence, s'il ne payait pas à ou par l'intermédiaire d'un autre banquier, de telle sorte que l'habitude d'omettre le nom de la firme d'une banque et d'inscrire seulement la finale usuelle « Et

C^{1e} » fut l'origine de l'importante coutume de barrer les chèques, sans désignation spéciale (general crossing). »

Dans l'acte ci-dessus analysé de 1856, le barrement général et le barrement spécial sont exactement mis sur la même ligne : dans l'une et l'autre hypothèse, le chèque peut être touché par un banquier quelconque.

Mais les deux barrements ne devaient pas tarder à se différencier. Dès 1858 (act. 21 et 22 Victoria c. 79) le barrement spécial acquit la portée qu'il a aujourd'hui : c'est à savoir que le tiré ne paie valablement qu'au banquier mentionné dans le crossing.

Nouvel act du Parlement en 1876 (39 et 40 Victoria c. 81) qui décide que deux lignes transversales sur un chèque suffisent à constituer le crossing général, que les mots « Et C^{1e} » sont sans importance juridique. « Cette addition est comme les deux boutons que l'on coud au dos de nos habits et dont l'utilité a aussi de longtemps disparu, depuis qu'ils ne servent plus à supporter le ceinturon de l'épée. »¹

Outre cette disposition de détail, l'act. de 1876 contient une innovation d'un très haut intérêt. Il détermine la portée juridique de la clause « not negotiable » que l'on ajoutait souvent, soit sur les chèques ordinaires, soit sur les chèques barrés.

1. Bulletin cité p. 78.

Pour bien comprendre la question, il faut se rappeler que dans les titres à ordre souvent un porteur a plus de droits que les porteurs précédents. C'est l'effet de la règle : *exceptio quae obstat cedenti vel giranti non obstat cessionario vel giratorio*. MM. Lyon-Caen et Renault¹ observent que cette règle a un caractère exorbitant et qu'elle s'est introduite en raison de nécessités pratiques. « Celui auquel une lettre de change (ou un autre titre à ordre) est endossée et qui, par suite, en devient porteur, ne peut pas connaître par l'examen du titre quels moyens de défense a le tiré contre le porteur actuel et la rapidité avec laquelle s'opère un endossement empêche celui au profit duquel il est fait d'aller se renseigner auprès du tiré sur les moyens de défense qui lui appartiennent... On exprime souvent la règle qui vient d'être posée, en disant que le tiré s'oblige, par son acceptation, non pas envers le tireur ni envers la personne qui est porteur de la traite au moment de l'acceptation, mais envers la personne inconnue par avance qui pourra être porteur lors de l'échéance, de telle sorte que l'accepteur est traité comme n'ayant jamais eu pour créancier les porteurs précédents. On dit parfois aussi en ce sens que l'accepteur doit à sa signature. » En ce qui touche spécialement le chèque,

1. Lyon-Caen et Renault. Manuel de droit Commercial, II^e Edit. 1913. p. 468.

il en résulte que si celui qui le trouve ou le vole l'endosse à une personne de bonne foi, celle-ci en devient le légitime propriétaire. C'est pour remédier à ce danger qu'a été imaginée la clause « not negociable ». Elle ne fait pas obstacle à la cession du chèque, mais le cessionnaire prend exactement la place du cédant : il le représente, comme on dit en matière de succession. C'est-à-dire qu'il n'a ni plus ni moins de droits.

En 1882, l'Angleterre a codifié sa législation du chèque barré (articles 76 et 82 du Bill of exchange act).

De Grande-Bretagne, le chèque barré est passé aux Etats-Unis, où son succès a été vif. En France, il n'a de statut légal que depuis quelques années (30 décembre 1911) et il ne paraît pas s'être développé autant qu'on l'espérait. Il est connu de tous les pays civilisés, soit qu'il y ait été l'objet d'une réglementation législative — République Argentine, Suisse, Espagne etc., soit qu'il fonctionne seulement en vertu des usages — Roumanie etc.

Mécanisme. — Il est décrit, soit dans l'act anglais de 1882, soit dans la loi française du 30 décembre 1911. D'après l'act de 1882, un *crossing* peut être :

1^o Un *crossing* n'affectant pas la négociabilité du chèque; 2^o un *crossing* affectant cette négociabilité. C'est le cas d'addition de la clause « not negociable ».

Un chèque peut être :

1^o Barré généralement;

2^o Barré spécialement.

Le signe du crossing général consiste en deux lignes transversales tracées sur le recto du chèque. Entre les lignes on peut inscrire les mots « Et C^{ie} »; mais cette addition n'a pas d'effet juridique. Le symbole du crossing spécial, c'est l'indication du nom d'un banquier en travers du recto du chèque.

La loi française du 30 décembre 1911 n'a pas d'originalité propre : elle est calquée sur la législation d'outre-Manche. « Le barrement peut être général s'il ne porte entre les deux lignes aucune désignation ou seulement la mention « et compagnie ». Il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut être transformé en barrement spécial. Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier. Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné ». Ces dispositions peuvent se passer de commentaires; elles indiquent de façon assez nette quelle est la technique du chèque barré, d'autant que — dans les milieux cultivés — il n'existe à peu près personne qui n'ait ou émis ou reçu de ces sortes de chèques.

Contexture juridique.— Ce qui différencie essentiellement le chèque barré du chèque ouvert, c'est qu'il ne peut être encaissé que par un banquier et non par une personne quelconque. Comme le dit l'act anglais de 1882 « un chèque barré généralement peut être présenté au paiement par un banquier quel qu'il soit... Un chèque barré spécialement doit être présenté au paiement par un banquier déterminé, c'est-à-dire par celui dont le nom figure dans le *crossing* ». De même la loi française dispose que « le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ». Cette prescription ne doit pas être entendue dans un sens absolument littéral. Comme l'a écrit la Gazette du Palais (27 février 1918) « le tiré d'un chèque barré ne saurait encourir aucune responsabilité du fait qu'il ne l'a pas payé entre les mains d'un banquier, s'il en a versé le montant au véritable propriétaire ». C'est ce qui a été décidé dans un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 26 janvier 1917.

LE TRIBUNAL,

« Attendu que d'Archemont expose en ses demandes et conclusions qu'à la date du 3 mars 1916, il a adressé à Galant un chèque barré de la somme de 3400 fr. tiré par lui sur la Banque Continentale de Paris et payable à l'ordre de Galant; que d'après la loi du 30 décembre

1911, ce chèque aurait dû être présenté au paiement par un banquier; que Galant l'ayant fait encaisser par un huissier, Sédillon, ce paiement serait nul; qu'en raison de cette irrégularité, le demandeur demande à ce Tribunal : 1^o de dire et juger qu'en adressant un chèque barré à Galant, d'Archemont était en droit d'exiger que ce chèque fût encaissé par un banquier; 2^o de dire et juger que la Banque Continentale de Paris, en payant ce chèque à un huissier sans qualité a commis une faute dont elle doit réparation à d'Archemont, conformément aux articles 1382 et 1383 du C.C.; 3^o de dire et juger en outre que le dit paiement est nul et en violation de l'article 1^{er} de la loi du 30 décembre 1911 et que la Banque Continentale de Paris n'est pas libérée à l'égard de d'Archemont...

..... Mais attendu que... le chèque de 3400 tiré par d'Archemont sur la Banque Continentale le 3 mars 1916 et remis par lui à Galant *a été encaissé par le bénéficiaire auquel d'Archemont l'avait remis...* et attendu que la loi du 30 décembre 1911 n'a pas le sens et la portée que lui attribue d'Archemont; qu'antérieurement à cette loi, celui qui payait un chèque, sans être saisi d'une opposition, était présumé valablement libéré, bien qu'il ne se fût point assuré de l'identité du porteur; que la dite loi n'a eu pour but que d'anéantir cette présomption légale, en précisant la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque

barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire; que le paiement du chèque litigieux ayant été fait à son véritable propriétaire, la société défenderesse n'a encouru aucune responsabilité en agissant comme elle l'a fait... »

Cette décision de justice ne mérite que des éloges. Tout d'abord, elle s'appuie sur les travaux préparatoires de la loi, notamment sur le rapport de M. le Sénateur Rabier. « L'article 10 précise la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire. Cette précision a paru nécessaire à la commission du Sénat. L'article 145 du Code de commerce stipule en effet que celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré. Une présomption légale le protège. Un pareil régime ne doit pas être appliqué au chèque barré... » (Loi du 30 déc. 1911).

Qui plus est, elle est d'accord et avec la pratique et avec la jurisprudence anglaise sur la question : le payeur d'un chèque barré est libéré à la condition qu'il en ait versé le montant au véritable bénéficiaire — que ce soit ou non par l'intermédiaire d'un banquier.

Il ne faut point oublier, en effet, que le barrement n'a qu'un but : fortifier la sécurité du chèque. On ne le fait présenter par un banquier que pour trouver

plus aisément le porteur s'il était illégitime. C'est ce que nous avons déjà noté dans l'historique.

On peut ajouter ici que les garanties offertes par le barrement général ne sont pas absolues. C'est ce que faisait remarquer à La Haye l'un des délégués, M. Fischel : « Il ne faut pas oublier qu'en Angleterre il existait déjà une grande circulation de chèques avant qu'on ait inventé la clause du crossing qui détermine que ce chèque doit être encaissé par un *banker*. On a pu dans le temps introduire cette disposition parce que, à l'époque où on l'a fait, tout le monde en Angleterre avait déjà un banquier. Les *bankers* qui étaient d'un nombre limité étaient les hommes de confiance et c'est par suite de leur qualité et non par suite de leur métier qu'on créait une sûreté plus grande en apposant le barrement.

Au moment où nous allons introduire ce même système dans d'autres pays, il faut naturellement se demander si les circonstances sont identiques. En premier lieu, est-ce que presque tout le monde a un compte en banque ? Et en second lieu, est-ce que le métier de banquier est très limité ou est-il ouvert pour toutes personnes qui déclarent vouloir se livrer à des affaires de banque ? Il est évident que l'usage du barrement serait beaucoup plus restreint dans les pays qui ont des mœurs autres que l'Angleterre. L'effet ne serait pas le même d'ailleurs s'il existe un grand nombre de petits banquiers... Même en Angle-

terre, la sécurité n'est pas absolue. Quelqu'un qui a volé ou trouvé un chèque, comme tout le monde a un compte en banque, trouverait facilement parmi ses connaissances quelqu'un pour faire le métier de dupe et encaisser le « crossed chèque ». La véritable sûreté est donnée en Angleterre, par le « special crossing ». Si on augmente cette précaution, comme on le fait souvent, en insérant dans les barres non seulement le nom de la banque à laquelle le paiement doit se faire, mais aussi celui du client sur le compte duquel le montant doit être porté, on produit les mêmes effets que par l'insertion de la clause « nur zur verrechnung ».

M. Fischel fait allusion à un usage très répandu en Angleterre, mais qui n'a pas été encore sanctionné par la loi. Il consiste en ce que souvent sur les chèques barrés figure la mention suivante : « compte du bénéficiaire ». Ces sortes de chèques ne peuvent être valablement payés qu'à la personne indiquée comme bénéficiaire dans le corps du chèque : ils ne sont donc pas transférables. Il est clair que leur sécurité est à peu près absolue...

Nous avons vu qu'en principe le débiteur d'un chèque barré ne paie valablement qu'à un banquier. Cette quasi-nécessité de passer par l'intermédiaire d'une banque a soulevé certaines difficultés — notamment en Angleterre. « Il arrive assez souvent, disait M. Huth Jackson à la Haye, qu'un particulier désire

payer à un domestique une certaine somme d'argent par chèque. Un chèque barré n'est d'aucune utilité pour le domestique qui n'a pas de banquier, et, en conséquence, il est devenu habituel, plus spécialement pour les particuliers, de donner des instructions à leurs banquiers de payer comptant un chèque barré. On obtient ce résultat en écrivant, au bas du chèque, les mots « payez comptant » et en signant cela. Mais quelquefois le client se contente de placer ses initiales en regard de cette instruction et quelquefois, récemment, les initiales du tireur de certains chèques ont été falsifiées. Un banquier, quand un tel chèque est barré, avec des initiales du client écrites sous ces instructions, est présenté, se trouve placé dans une position difficile. Il connaît la signature de son client et hésite à refuser de l'honorer. D'autre part, il ne connaît pas nécessairement la manière dont son client a l'habitude d'apposer ses initiales et par conséquent il ne peut être certain que cette signature est bien celle de son client.

En règle générale, le banquier paie le chèque malgré cette difficulté, préférant encourir le risque que les initiales soient falsifiées, plutôt que le risque de déshonorer le chèque de son client ».

Il y a des traits de mœurs qui éclairent singulièrement la psychologie anglaise. Pour parer à ces difficultés, le délégué de Grande-Bretagne proposait de maintenir le dit usage, mais en obligeant le

.. tireur à signer de son nom entier et habituel le « payez comptant ».

¶ Ces complications sur un même chèque d'instructions contradictoires, ne nous disent rien qui vailent. Pourquoi ne pas avoir deux carnets de chèques : l'un de chèques ouverts, l'autre de chèques barrés ? On puiserait dans l'un ou l'autre suivant la catégorie du bénéficiaire.

Essentiellement il n'y a entre le chèque ordinaire et le chèque barré qu'une différence — et qui encore n'est pas absolue : à savoir que le chèque ordinaire est payable à qui le présente, tandis que le chèque barré n'est — sauf exception — payable qu'à un banquier. C'est le cas de l'Angleterre ; mais en France il y a encore un autre point de démarcation. Alors que le chèque ordinaire peut être tiré sur n'importe qui, le chèque barré — du moins dans la loi du 30 décembre 1911 — ne pouvait l'être que sur un banquier. Depuis, il y a eu une certaine extension de la capacité passive : la loi du 26 janvier 1917, assimilant en matière de chèque barré, les agents de change aux banquiers et permettant, lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, sans qu'il y ait lieu à un droit de timbre supplémentaire.

La loi du 26 janvier 1917 répond à une double

préoccupation. Il s'était trouvé des industriels et des commerçants pour prétendre que le tirage sur banquiers — à l'exclusion de toutes autres personnes — présentait plus d'inconvénients que d'avantages.. « Cette dernière restriction, bien que loin de réaliser un progrès, constitue un recul considérable sur l'état de choses présent. Je prends un exemple que je connais : un fabricant de lainages du Cambrésis vend une partie importante de sa production à quatre ou cinq cents maisons de province. Il se couvre à l'échéance en chèques tirés généralement sur ses acheteurs. Ces chèques sont tous barrés. Pourquoi, dans ce cas particulier, qui n'est pas exceptionnel, interdire l'emploi du chèque barré, sous prétexte que le tiré n'est pas un banquier ? Il ne faut pas faire du chèque barré le privilège du banquier. Tout particulier ou tout commerçant non banquier peut être sans inconvénient le tireur ou tiré d'un chèque barré. La seule condition nécessaire à la sécurité de la transmission du chèque est de pouvoir stipuler par le barrement que le chèque ne peut être présenté au paiement que par un banquier¹ ».

On n'est, heureusement, pas allé aussi loin que cela ! Mais cependant on a admis que certaines personnalités — comme le agents de change — étaient,

1. Alfred Seydoux. Rapport à la Chambre de Commerce de Cambrai. 1911.

autant que les banquiers, des condensateurs de fonds d'autrui : d'où l'extension précitée.

Mais la loi du 26 janvier 1917 s'imposait pour une raison plus décisive qui est indiquée dans l'exposé des motifs. « Dès que la loi de 1911 fut promulguée, la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris s'était préoccupée d'un cas : Un banquier à qui l'on présenterait un chèque barré pourrait-il le domicilier chez un membre de la Chambre de Compensation, en inscrivant la mention : « accepté, payable à mon débit à telle banque, membre de la Chambre de Compensation » ? — L'administration du Timbre consultée répondit affirmativement, mais en remarquant qu'un droit de timbre supplémentaire serait dû, ce qui équivalait à une prohibition. « Le chèque est un acte rédigé sur timbre. Or, l'apposition de la formule de domiciliation constitue un nouvel acte et l'article 23 de la loi du 13 brumaire an VII porte : « Il ne pourra être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire. » Il s'en suivait que la formule de domiciliation donnait ouverture à un nouveau droit. Par là se trouvait entravé le règlement par compensation que l'on désirait vivement développer, afin de diminuer, dans toute la mesure possible, l'inflation fiduciaire — si désastreuse parce qu'elle est une cause d'élévation du coût de l'existence et de la baisse

du change. Ce sont là les raisons principales qui expliquent et justifient la loi du 26 janvier 1917.

Rôle économique. — Pour les auteurs français, le chèque barré serait, par excellence, un instrument de compensations; sa fonction propre serait de permettre les règlements sans déplacement de numéraire. Il y a certes, une part de vérité dans cette appréciation; mais nous croyons qu'un tel point de vue n'est pas pleinement justifié — qu'on nous permette d'insister un peu — car c'est une face de la question qui n'a pas été assez envisagée en France.

On peut tout d'abord observer que la plupart des chèques ordinaires ne sont pas payés en espèces mais portés au crédit du compte du bénéficiaire. Que fais-je, en effet, quand je reçois un chèque ouvert ? De deux choses l'une : ou j'ai besoin d'argent et je le touche; ou je n'en ai pas besoin et je l'envoie à ma banque qui me crédite du montant.

Il en est exactement de même lorsque c'est un chèque barré qui est adressé en paiement, à la condition toutefois que le bénéficiaire ait un compte à une banque et un crédit égal à la valeur du dit effet. Dans ce cas, sur simple demande, la banque en verse le montant en espèces. C'est là un fait incontestable : des milliers de chèques ouverts sont compensés et des milliers de chèques barrés donnent lieu à un maniement de fonds.

En Angleterre, chèques ordinaires et chèques barrés sont exactement sur le même plan en ce qui concerne les virements et les compensations. C'est ce que déclarait à la Haye l'un des délégués anglais, M. Hut-Jackson : « L'immense majorité des chèques circulant en Angleterre est barrée, car tout le monde en Angleterre a l'usage de faire payer ses chèques à son banquier, or en ce cas, on barre toujours le chèque. D'ailleurs, les banques qui font partie d'une chambre de compensations se sont engagées par des conventions spéciales à ne régler les chèques qui leur sont remis et qui sont tirés sur une banque faisant partie de la même chambre de compensation qu'en se servant de la Chambre, de sorte qu'il n'y a pas de paiements en espèces dans ce cas. Il en résulte que, même les chèques non barrés, sont réglés comme s'ils étaient barrés, pourvu qu'ils passent par les mains d'une banque faisant partie d'une Chambre de Compensation. »

La prédominance du chèque barré en Angleterre ne provient pas du tout de ce qu'il faciliterait davantage les compensations que le chèque ouvert; elle résulte tout simplement de ce qu'il offre plus de sécurité. C'est ce qu'indiquait encore à la Haye M. Hut-Jackson. « Pendant ces dernières années, le chèque barré a été employé plus fréquemment en Angleterre qu'auparavant. Les banquiers l'apprécient en ce qu'il leur donne une plus grande sécurité. »

Il n'est pas inutile de relater ici qu'au moment même du vote de la loi sur le chèque barré (30 décembre 1911), alors qu'on estimait, en général qu'un instrument par excellence de compensation venait de naître, certaines voix dissidentes s'étaient fait entendre. Le journal « Le Temps » notamment faisait observer que dans divers articles, il était question du « paiement du chèque », et il concluait : « C'est toujours l'erreur fondamentale qui consiste à ne pas faire du chèque un instrument de compensation, sans mouvement de caisse, sans maniement de fonds ¹ »

De toutes ces observations se dégage la conclusion suivante : C'est à savoir que le chèque de compensation reste à créer en France...

1. *Le Temps* du 5 Janvier 1912.

CHAPITRE III

Le chèque « Nur zur Verrechnung » ou de compensation

Historique. — Il n'est pas possible d'indiquer la date exacte de la naissance de ce chèque. Comme les autres, c'est l'usage qui l'a créé, et ce n'est que dans la suite que le législateur s'en est occupé et l'a réglementé. En Autriche, il a une existence légale depuis le 6 avril 1906; en Allemagne, depuis le 11 mars 1908. Mais comme l'observait M. Fischel à la Haye « le chèque « nur zur Verrechnung » était connu et d'un usage général bien des années avant 1908 ».

Il a été question de l'introduire en France à diverses reprises. Le mouvement en sa faveur a été déclenché par M. Bellom, professeur d'Economie industrielle à l'Ecole nationale supérieure des Mines. Ce savant auteur usa de la voie de la pétition aux Chambres. Sa pétition fut présentée à la Chambre des Députés par M. Lebrun, le 4 novembre 1909, puis le 10 juin 1910; au Sénat par M. Ribot, le 4 novembre 1909. Elle y fut l'objet d'un rapport de M. de Las-Cases

(27 novembre 1910) et, à notre connaissance du moins, les choses en restèrent là. Peut-être le moment serait-il plus favorable que jamais de tenter un nouvel effort? Toute mesure susceptible de diminuer la circulation fiduciaire devrait, ce semble, être actuellement bien accueillie du Parlement.

Mécanisme. — Il est indiqué soit dans la loi autrichienne, soit dans la loi allemande. Comme il est le même dans les deux législations, l'on se bornera ici à reproduire le texte le plus récent et le plus précis¹ :

« Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent défendre qu'on paie le chèque au comptant, en inscrivant sur le recto la mention transversale suivante : « seulement pour compensation » (nur zur Verrechnung) ».

En somme techniquement, c'est le même système que pour le barrement, mais naturellement avec des différences dans l'inscription. Pour que le procédé puisse jouer, il faut, comme le dit la loi autrichienne (article 22) « que le porteur soit en compte avec le tiré ou un client de celui-ci ou avec un membre de la Chambre de Compensation du lieu de paiement. Si le tiré n'est pas lui-même membre de la Chambre

1. Art. 14 de la loi allemande du 11 Mars 1908.

de compensation, il peut, lors de la présentation, par une mention spéciale le rendre payable à un membre de cette chambre ».

Contexture juridique. — La portée de la mention ci-dessus décrite est nettement indiquée par la loi allemande. « Le tiré ne peut liquider le chèque que par voie de compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi. La défense est irrévocable. Sa violation rend le tiré responsable du préjudice qui en résulte ». Ces textes sont assez clairs pour se passer de commentaires, sauf toutefois sur un point. Il n'est pas dit dans la loi que celui qui règle en espèces un chèque de mise en compte devra payer une seconde fois par inscription au compte du bénéficiaire du montant de l'effet. Il est seulement stipulé que celui qui contrevient à la clause « nur zur Verrechnung » est responsable du préjudice qui en résulte. En droit, cette disposition est intéressante, car elle évite les complications de procédure. Si la loi avait décidé que celui qui paie en numéraire un chèque de mise en compte devait une deuxième fois régler par compensation et s'il était arrivé que ce fût le véritable bénéficiaire qui eût encaissé les fonds, il eût nécessairement fallu donner au payeur une action récursoire d'enrichissement sans cause aux dépens d'autrui. Il était infiniment plus simple et préférable d'admettre la solution allemande de la révocation dans la limite du préjudice.

Mais on pourrait se demander s'il n'y a pas là une fissure par laquelle le paiement en espèces pourrait se réintroduire — même dans le chèque de mise en compte. Nous n'apercevons pas le risque que courrait le tiré s'il payait en espèces au véritable bénéficiaire. Il y a là une question qui, à notre connaissance, n'a pas été jusqu'ici soulevée, mais qui est d'importance pourtant, car de sa solution dépend en partie le problème de savoir si le chèque de mise en compte a une supériorité, en ce qui touche les compensations, sur le chèque barré.

Rôle économique. — Cette supériorité ne fait aucun doute pour M. Bellom; d'après cet auteur « le chèque barré ne répond pas au même objet que le chèque de mise en compte, car, s'il constitue une garantie contre l'évol, il ne réduit pas au minimum la consommation de monnaie, le banquier tiré étant libre de payer en espèces la somme inscrite sur le chèque¹ ».

Sous la réserve que nous avons faite ci-dessus et qui tient non point au concept même du chèque de mise en compte, mais à la nature des sanctions en cas de violation de la défense de payer en espèces, l'opinion de M. Bellom est fondée. Essentiellement, le barrement est une mesure de sécurité — alors que, essentiellement, la mention « de mise en compte » est

1. Le chèque en France. 1913. p. 20.

un procédé de compensation. Tout ceci d'ailleurs est peut-être plus théorique que pratique... En fait, dans les pays où le système des comptes en banques est très généralisé, les chèques — quels qu'ils soient, ouverts, barrés ou de mise en compte — sont des instruments de compensation. Quand on regarde au fond des choses, on s'aperçoit que les compensations sont en fonction — non point du système de chèque employé — mais bien plutôt du nombre des personnes qui font faire par les banques leur service de caisse. Cela est visible en Angleterre, comme l'écrit M. Emmanuel Vidal¹ : « Tout commerçant a un compte de banque en Angleterre et il n'est presque pas de particuliers ayant un revenu de 200 à 300 livres sterling qui n'emploient également l'intermédiaire d'un banquier ». Comme conséquence que voit-on ? M. Paul Leroy-Beaulieu va nous le dire : « L'Angleterre fait face à d'énormes affaires avec un stock métallique qui ne représente que 40 0/0 du stock métallique français et avec une émission de billets qui ne dépasse guère le 1/15^e des billets que la Banque de France tient en circulation ».

Mêmes observations dans le rapport de M. le député Maunoury sur la proposition Rabier, devenue la loi du 30 décembre 1911 sur le chèque barré. Stock de

1. L'Economie du numéraire, 1917. p. 13.

numéraire par tête d'habitant : France, 211 fr. 75; Amérique, 176 fr. 05; Angleterre, 84,68 bien que le mouvement commercial de ce pays soit très supérieur.

Nous tenons donc pour certain que les compensations sont en proportion des comptes en banque; elles n'ont qu'un rapport assez vague avec les modes de chèques en circulation. Que demain on introduise en Angleterre le chèque de mise en compte, il est douteux que les paiements par jeu d'écritures en soient sensiblement accrus.

Ce n'est pas à dire que ce chèque ne soit fort intéressant. Il paraît susceptible de provoquer un développement du nombre des comptes en banque, ce qui est la condition *sine qua non* de la progression des règlements par virements. A la Haye, il fut défendu avec vigueur par les délégués allemands et autrichiens, notamment par M. Fischel : « On a parlé de son établissement par la loi de 1908 et on croit qu'on l'a trouvé défectueux après quelques années. — *C'est une erreur* ».

M. Hammerschlag disait de son côté qu'« en Autriche, on est très content de ce système et les commerçants ont déclaré ne pas avoir besoin de chèques barrés. En effet, les sommes réglées en Autriche au moyen des chèques « *nur zur Verrechnung* » sont énormes; presque tous les paiements à effectuer entre les banques sont faites au moyen de ces chèques ».

En somme dans les anciens empires centraux le chèque de mise en compte joue le même rôle que le chèque barré en Angleterre.

Théoriquement, il lui est peut-être même supérieur. C'était l'avis de M. Nagy qui prétendait qu'il était plus apte à amener une réduction des paiements en numéraire.

Pratiquement, si le chèque de mise en compte était introduit dans la législation française, donnerait-il les résultats que ses partisans espèrent ? Il est permis d'en douter, car les institutions — comme les hommes d'ailleurs — ne produisent leur pleine efficacité que si le milieu dans lequel elles sont appelées à fonctionner, est favorable. Or, peut-être n'est-ce pas le cas ?...

Sans doute le nombre des Français qui ont un compte en banque est considérable ; mais par comparaison avec l'Angleterre et les Etats-Unis, il est très modeste. C'est ce qui fait que le terrain n'est peut-être pas encore prêt pour que le chèque de mise en compte puisse s'acclimater et prospérer. On est d'autant plus fondé à le craindre que — comme on l'a vu ci-dessus — le chèque barré lui-même n'a pas pris l'essor qu'on attendait ; il est toujours distancé par le chèque ordinaire.

Le rôle du législateur est peut-être moins d'improviser en matière d'instruments monétaires que de recueillir et de réglementer des usages, lorsqu'il sont déjà largement répandus. Que les hommes d'affaires

se servent du chèque de mise en compte s'ils en éprouvent le besoin — et le législateur, le moment venu, ne se refusera pas sans doute à les suivre. L'heure paraît bien choisie, puisqu'il n'est presque personne qui ne souffre de la surabondance des billets.

Au fond d'ailleurs, le chèque de mise en compte n'est-il pas déjà usité en France dans les milieux financiers sous un autre nom ? Nous voulons parler des mandats roses de la Banque de France. Ils remplissent, ce nous semble, pour des sommes très importantes, mais dans un cercle restreint, sensiblement la même fonction.

Chèques ouverts, chèques barrés, chèques de mise en compte présentent toujours un danger : à savoir qu'ils n'ont pas plus de crédit que n'en a le tireur lui-même. Celui qui les reçoit n'a pas à se préoccuper, en règle générale, à savoir qui est tiré. Un chèque, fût-il sur la Banque de France, n'a aucune valeur si le tireur n'a pas de couverture à cet établissement.

Sans doute, une loi récente (2 août 1917) a réprimé — mieux qu'elle ne l'était avant — l'émission d'un chèque sans provision ; mais il y a des personnes que quelques mois de prison ne sauraient arrêter, si bien qu'il subsiste toujours un risque pour le porteur. Ce risque disparaît pratiquement dans une forme de chèque que nous allons étudier et qui est très répandu aux Etats-Unis.

CHAPITRE IV

Une spécialité américaine : Le chèque certifié

Historique. En matière de chèques, l'Amérique n'a fait dans l'ensemble qu'adopter les usages anglais. La seule création originale importante qui lui soit due, c'est la certification. Il n'est pas possible de dire avec précision à quelle date cette pratique s'est fait recevoir. Elle remonte approximativement à une trentaine d'années. — C'est du moins ce qui nous a été affirmé dans les grandes firmes américaines qui possèdent des succursales à Paris. — Dans un pays où les instruments de paiement et de crédit ne sont réglementés que par coutume, les questions de date sont à peu près impossibles à fixer...

Mécanisme. — Il fut très nettement décrit à La Haye en 1912 par la délégation américaine « un chèque certifié est un chèque tiré par un client d'une banque de façon ordinaire sur son compte de dépôt. Mais sur

ce titre, un employé de la Banque inscrit une mention signifiant que le chèque est « bon » ou « certifié » pour la somme pour laquelle il a été tiré. »

Techniquement, voici comment les choses se passent. « On vérifie le montant du compte du client ; on débite ce compte du montant du chèque ; on applique le timbre et on signe la certification... Le client ne peut plus faire payer d'autres chèques que sur le restant de son compte... » Rien de plus simple au point de vue matériel : on est en face d'un procédé de comptabilité tout à fait élémentaire. Alors que dans les chèques jusqu'ici étudiés, la banque ne débite le compte du tireur qu'au moment où le bénéficiaire se présente à ses guichets, dans le chèque certifié elle le débite par avance à l'instant où le tireur le lui apporte pour certification — quitte à le créditer de même somme, s'il n'était pas fait usage du dit chèque.

Mais juridiquement, la certification soulève des questions très difficiles et c'est le point sur lequel nous devons insister.

Contexture juridique. — En Amérique, la portée de la certification est nettement définie. « La certification donne au chèque émis par un particulier ou une association quelconque la même valeur qu'au chèque tiré directement par les employés de la Banque... » Ceci est si clair que des commentaires seraient super-

flus. C'est dire pratiquement que le porteur d'un chèque certifié a désormais comme débiteur, non plus seulement le tireur, mais aussi et surtout la Banque. Celle-ci ne peut se refuser à payer sous quelque prétexte que ce soit ; elle se doit à sa signature.

On a fait de multiples objections à la certification. On a prétendu, tout d'abord, que l'acceptation était incompatible avec la nature du chèque. C'est l'opinion de MM. Lyon-Caen et Renault : « En principe, le chèque ne peut être tiré qu'à vue. Il s'en suit qu'il ne peut être question de le présenter à l'acceptation. Ce que le porteur demande, quand il présente le chèque au tiré, c'est le paiement. Le tiré pourrait seulement apposer un visa pour attester qu'il y a provision... »

Il est parfaitement exact que « ce que le porteur demande, quand il présente le chèque au tiré, c'est le paiement ». Mais là n'est pas la question : ce n'est pas le bénéficiaire qui, en Amérique, demande la certification, c'est le tireur. Par suite, l'observation des savants auteurs porte à faux et ne saurait être retenue ; elle énonce une règle qui n'est contestée par personne, mais qui est étrangère au débat. Le tireur peut demander l'acceptation à sa banque sans faire perdre au chèque son caractère d'instrument de paiement à vue. Qui mieux est — la certification rend le paiement plus sûr et c'est même là son mérite essentiel.

MM. Lyon-Caen et Renault, qu'on nous permette de le dire, ne se font une idée exacte ni du mécanisme,

nous venons de le voir, ni de la signification de l'acceptation, telle quelle est pratiquée aux Etats-Unis. D'après ces auteurs « le visa peut-être apposé à l'avance pour attester que le tireur a bien les fonds chez le tiré; *mais il n'implique pas que le tiré s'oblige à payer le porteur en tout état de cause* ». C'est le contraire de la réalité. MM. Lyon-Caen et Renault n'avaient peut-être pas en vue, en écrivant ce qu'on vient de lire, le chèque certifié américain. En tout cas, leur argumentation est sans valeur en ce qui le touche.

On a ajouté à La Haye¹ que « l'acceptation porte-fait atteinte à la nécessité pour le tireur, d'avoir des ronds disponibles chez le tiré. » On ne saisit pas du tout en quoi; il est, en effet, évident que la Banque ne donnera la certification que si elle est couverte. Ceci résulte de la technique matérielle du chèque certifié, telle qu'elle a été décrite ci-dessus. En tout cas, la Banque agira à ses risques et périls : c'est affaire entre elle et le tireur. Le bénéficiaire n'a guère d'intérêt réel à la question.

On a dit enfin que l'acceptation créerait deux espèces de chèques, les acceptés et les non-acceptés et ces derniers trouveraient plus difficilement pre-neurs que les acceptés, au détriment des paiements par chèques. Cette objection ne nous paraît pas plus fondée que les précédentes. Il est vrai que les chèques

Rapport de la délégation belge. p. 34.

acceptés trouveront plus facilement preneurs que les non-acceptés. Mais aujourd'hui est-ce que tous les chèques ont la même valeur ? Est-ce que l'on ne reçoit pas plus volontiers un chèque émis par une grande Banque que par un particulier quelconque ?

L'une des raisons essentielles qui font qu'en France le paiement par chèque est moins apprécié que le paiement en monnaies métalliques ou en billets de banque, c'est qu'il n'est pas absolument assuré. Il a toujours un risque : le chèque ne peut pas être provisionné ; il peut l'être insuffisamment... Du jour où le chèque vaudra toujours de l'argent, il ne manquera pas de se répandre à cause de ses avantages propres. Or, le procédé de la certification rend pratiquement le chèque aussi bon que les monnaies légales ; loin d'être un obstacle à la diffusion du chèque, il doit au contraire en être le stimulant précieux, et la preuve c'est que les paiements sans maniements de fonds, sont aux Etats-Unis plus importants que partout ailleurs. La pratique des chèques certifiés n'est donc pas de nature à entraver le développement de cet instrument monétaire, tout au contraire.

Il ne reste rien, à notre sens, des critiques qui ont été élevées contre la certification, soit par MM. Lyon-Caen et Renault, soit à la Conférence de la Haye. Ce n'est pas à dire que cette pratique ne puisse présenter certains dangers et permettre des fraudes peut-être. Il y a là tout un côté de la question qui, à notre connaissance, n'a pas été jusqu'ici bien fouillé.

Comme nous l'avons vu, le mécanisme de l'acceptation tel qu'il joue en Amérique consiste essentiellement en ceci : Le tireur vient à la banque, il affecte une part de son patrimoine à tel chèque. Désormais, il ne peut plus disposer que du surplus. Cela se conçoit. Mais comment concilier cette affectation préalable au paiement avec le droit de gage des créanciers du tireur ? N'est-il pas à craindre que le tireur — à la veille de tomber en faillite ou en déconfiture — ne trouve un moyen de fraude dans la pratique de la certification ? Dans l'affirmative, les fraudes seront fréquentes, ce semble ; dans la négative, le chèque certifié perdrait sa sûreté spéciale. En Amérique, l'on a préféré sauvegarder avant tout la sécurité du chèque. La banque qui l'a accepté, a jusqu'à concurrence, un droit de gage particulier sur les sommes qui sont en ses mains et qui appartiennent à son client ; elle prime tous autres créanciers.

Il y a là toute une série de problèmes très préoccupants au point de vue théorique. Mais il paraît que, pratiquement, les dangers de la certification sont minimes. A la Haye, la délégation américaine affirmait que la « responsabilité assumée par les banques parce qu'elles donnent une certification et mettent à part les sommes nécessaires pour payer les chèques, n'a donné lieu que très rarement à des difficultés ou à des procès. » Que peuvent peser les objections théoriques devant ces résultats, alors surtout que le

chèque certifié a une circulation très étendue en Amérique, et cela depuis trente ans environ ?

Dans un tel laps de temps les risques inhérents à sa contexture juridique n'auraient pas manqué de se produire. L'exemple américain démontre que le chèque accepté peut fonctionner, sans entraîner trop de fraudes ni de périls.

Rôle économique. — Il peut déjà se déduire des observations qui précèdent. A la Haye, la délégation américaine l'esquissa d'une façon sommaire — mais expressive. « Le tireur demande la certification lorsqu'il doit faire un paiement à une personne qui ne connaît pas bien sa solvabilité ou bien un paiement dans un autre lieu, quand sa propre signature à elle seule n'aurait pas assez de valeur, ou bien pour certaines opérations telles que le paiement de loyers, l'achat de propriétés immobilières, la conclusion de certaines affaires dans lesquelles il faudrait autrement payer en numéraire. Il est évident que le chèque certifié, dans ces cas, évite l'usage de l'or et des billets de banque. »

La fonction propre du chèque certifié, c'est de permettre de se passer d'or et de billets de banque¹.

1. Une dépêche de New-York nous apprend que les espèces et billets en circulation aux Etats-Unis à la date du 1^{er} Mai dernier, s'élevaient à 5 milliards 991 millions de dollars, ce qui représente 56 dollars par habitant, chiffre extrêmement réduit par rapport aux transactions.

Il y a d'immenses avantages à cela, nous n'en indiquerons que quelques uns. Tout d'abord l'inflation fiduciaire n'est pas à redouter. En principe, en effet, un chèque n'est tiré que pour liquider une opération réglée et, en tout cas, il n'a qu'une vie très éphémère : il n'entre dans la circulation que pour en sortir bientôt.

D'autre part, il ne se prête pas, comme le billet de banque, à une émission pour l'Etat — forme la plus dangereuse peut être d'emprunt public — parce qu'elle surélève le prix de toutes choses par dépréciation de l'instrument d'échange.

Enfin, le chèque peut être tiré pour toutes sommes rondes ou rompues alors que le billet de banque a des coupures fixes. Le chèque est donc plus souple.

A cause même de ces avantages, le chèque certifié serait susceptible de faire une concurrence sérieuse aux billets de banque et de porter atteinte au privilège des banques d'émission. Peut-être est-ce là la raison non avouée de l'hostilité que rencontra à La Haye la certification...

On peut noter que le rôle joué par ce chèque pourrait être rempli par les « cashiers checks ». C'est ce qu'exposaient les délégués américains à La Haye. « En Amérique, on peut remplacer les chèques certifiés par les « cashiers-chèques », émis par les employés de la Banque à la demande d'un client qui désire un titre plus facilement négociable qu'un chèque tiré

par lui ». Mais ils faisaient observer que le « cashiers-chèque » exige le double de temps et de travail pour le client et la banque... Pour obtenir un cashiers-chèque, il faut établir deux chèques : celui émis par la banque pour les besoins du client et celui du client tiré sur son compte pour rembourser la Banque... L'établissement du chèque de la Banque, qui doit généralement être signé par plusieurs employés, exige du travail et du temps pour les deux parties... »

En France — où le temps apparaît moins comme une monnaie qu'aux Etats-Unis — l'on ne connaît pas le chèque certifié, mais l'on pratique le « cashiers-chèque » dans les mêmes hypothèses. Si j'ai un paiement important à faire sur Londres, je ne donnerai pas un chèque tiré par moi que le bénéficiaire refuserait peut-être — car il ignore si je suis solvable ou non. Je me procurerai un chèque d'une grande banque qui sera admis comme de la monnaie. Mais l'inconvénient signalé par les Américains existe : les écritures sont multipliées.

On s'en rendra aisément compte, en examinant la plus importante des variétés de « cashiers-chèques » usitées en France; nous voulons parler des chèques circulaires de la Banque de France. Voici les mentions contenues dans ces chèques :

- 1^o La griffe au nom de la succursale ou du bureau auxiliaire émetteur;
- 2^o La date d'émission en toutes lettres;

3° La somme en chiffres immédiatement précédée et suivie de tirets à l'encre bien apparents qui limitent rigoureusement le nombre des chiffres et gauffrée au moyen du tampon gauffreur;

4° Le nom de la personne qui a demandé le chèque circulaire;

5° Le nom du bénéficiaire à l'ordre de qui le chèque est payable;

6° La somme en lettres.

7° La signature du directeur ou du chef de bureau auxiliaire et celle du caissier ou commis-greffier précédées de leur griffe;

8° Le numéro d'émission.

Par bonheur, la plupart de ces énonciations sont imprimées d'avance; mais il n'en reste pas moins que l'émission d'un de ces chèques demande beaucoup de temps et de travail. La procédure de certification est infiniment plus simple et la pratique n'a pas démontré qu'elle présentât d'inconvénients spéciaux.

Pendant la guerre, le certification s'est fait admettre en Allemagne, sous une forme, il est vrai, assez particulière. Un décret du Conseil Fédéral du 31 Août 1916 a autorisé la Reichsbank à pourvoir d'un visa de confirmation les chèques tirés sur elle. Par son visa, la Banque Impériale s'engage au paiement vis-à-vis du porteur et en répond également au regard de l'émetteur et des endosseurs. Il n'y a qu'une réserve

— la suivante : « L'engagement résultant de la confirmation cesse toutefois, si le chèque n'est pas présenté au paiement dans le délai de 10 jours ». Cette disposition nous rappelle celles de l'article 367 du Code de Commerce roumain que nous avons étudié au début de cet ouvrage. Elle est fort intéressante, car elle conserve au chèque son caractère d'éphémérité que la certification américaine permettrait peut-être de négliger un peu. On pourrait ne pas se presser de remettre à l'encaissement un chèque, dès qu'il est accepté par une banque importante. Ce risque disparaît avec le texte allemand.

Le visa de confirmation de la Reichsbank a les mêmes effets juridiques que la certification. Mais à d'autres égards, il y a de grandes différences entre les chèques certifiés et les chèques confirmés. Tout d'abord le mécanisme matériel n'est pas du tout pareil. Les chèques certifiés américains sont des chèques ordinaires, émis par le titulaire du carnet, mais qu'il fallait accepter par la banque avant de les lancer dans la circulation. Les chèques confirmés de la Reichsbank sont constitués par des formules spéciales dont la caractéristique propre est de ne valoir que jusqu'à concurrence d'un certain maximum fixé d'avance. En Allemagne, ce maximum fut fixé à 100 marks. Il résulte de là que le but poursuivi n'était pas du tout le même qu'en Amérique. Il s'agissait en somme, de permettre de régler les

petits paiements journaliers, sans faire usage de billets de la Reichsbank, ce qui eût provoqué de l'inflation fiduciaire et, par répercussion, la hausse du coût de l'existence. On est en face d'un palliatif — d'ailleurs très habile et heureux.

Ce qui le démontre encore, c'est que l'acceptation des chèques n'est pas permise à toutes les banques, comme en Amérique mais seulement à la Reichsbank. C'est une mesure de guerre — et non point un procédé de portée générale.

Durant la guerre, la Banque de France a aussi créé des chèques avec visa. Mais ce visa n'a pas du tout la signification de la certification américaine. De quoi s'agit-il en effet ? De chèques déplacés — c'est-à-dire de chèques payables, non pas au comptoir où le client a ses fonds, mais dans un autre. Mais ici la signature du tireur n'est pas connue : d'où la nécessité de l'authentifier. C'est là toute l'explication et tout le sens du visa ; il ne vaut pas acceptation. Juridiquement, il n'a pas de signification. Il ne s'agit que d'une mesure d'ordre interne et d'une facilité pour les clients de ce grand établissement de crédit.

De nombreuses autres variétés de chèques existent dans le monde ; mais elles n'ont qu'un rayon d'action très limité — soit dans l'espace, soit quant à leur rôle — c'est pourquoi nous n'en dirons rien ici. Pourtant quelques pages doivent être consacrées au chèque postal, parce qu'il apparaît comme suscep-

tible de devenir -- quoique non sans de grandes difficultés -- l'instrument de l'unification du droit en matière de chèque : problème à l'ordre du jour et d'une haute importance, puisque les rapports économiques entre pays divers sont de plus en plus destinés à se multiplier.

CHAPITRE V

Le chèque postal national et international

Historique. — Le chèque postal ne peut exister qu'en vertu d'une loi ou d'un acte analogue; il en résulte que, contrairement aux autres formes de chèques, son origine est facile à préciser.

Il fonctionne dans de très nombreux pays : en Autriche depuis 1884-1887 (1884 est la date d'une ordonnance provisoire; 1887 la date de la loi définitive); en Hongrie depuis 1889; en Suisse depuis 1905; au Japon depuis 1906; en Allemagne depuis 1908-1914 (même observation que pour l'Autriche); en France, depuis le 7 janvier 1918; en Hollande enfin depuis le 15 janvier 1918. La Roumanie n'a pas encore été dotée du chèque postal. Cette énumération n'a pas la prétention d'être complète; elle est suffisante pour montrer que le chèque postal est largement répandu.

Mécanisme. — Il est fort variable, selon les pays. D'abord quant à l'ouverture des comptes : En France, c'est l'Administration des Postes qui gère le nouveau service de chèques. Il en est de même en Allemagne et dans plusieurs autres Etats. Mais, en Autriche, c'est la Caisse d'Epargne. En France, tout titulaire de compte est tenu, dès son admission, d'effectuer un dépôt de garantie de 50 fr., dépôt disponible jusqu'à la clôture du compte et ne portant pas intérêt.

En Allemagne, le dépôt de garantie a les mêmes caractéristiques ; mais le chiffre en est différent : 50 marks jusqu'en 1917 ; 25 depuis.

En Suisse le dit dépôt est de 100 fr. ; il porte intérêt. Il en est sensiblement de même en Autriche.

Mêmes dissemblances en ce qui touche le maximum de paiement. En France, l'on peut tirer sur la poste jusqu'à concurrence de 100.000 fr. ; en Suisse, de 10.000 fr. ; en Allemagne, de 20.000 marks ; en Autriche de 20.000 couronnes.

En France, les chèques postaux, dans la loi du 7 janvier 1918, étaient forcément nominatifs et non susceptibles d'endossement ; à l'étranger, ils peuvent être au porteur — ce qui facilite singulièrement leur circulation. Depuis la loi du 28 juillet 1919 cette différence n'existe plus. On verra, en effet, ci-dessous que le chèque au porteur est maintenant admis en France.

Enfin, les procédés par lesquels les comptes des

clients sont crédités et débités ne concordent pas du tout dans les divers pays. En France, ils sont d'une extrême complication. Il semblerait que le législateur se soit préoccupé plutôt d'écarter que d'attirer les clients. C'est à ce point, qu'on a pu dire que les chèques postaux français sont « de simples formules servant aux titulaires pour les ordres donnés aux bureaux de chèques, en vue de prélèvements dont le montant sera converti en mandats-carte ou inscrits sur des bordereaux de virement ¹ ».

De ces observations que l'on pourrait multiplier se dégage cette conclusion : c'est à savoir que la technique du chèque postal varie avec les pays ; il n'est pas d'un type unique, ce qui rend déjà assez difficile son internationalisation.

Contexture juridique. — À l'étranger, le chèque postal est, en général, modelé sur le chèque ordinaire et ne soulève pas de problème particulier. Mais en France, il ne rentre pas dans un cadre juridique bien déterminé. C'est une sorte de « monstre » qu'on a peut-être adopté pour que la question du chèque postal fût, s'il était possible, enterrée. Les grands établissements financiers craignant, ce semble, la concurrence qu'il pourrait leur faire, s'il était bien organisé.

1. Le chèque postal par Jean Bolgert. — Revue d'Economie politique. Oct.-Nov.-Dec. 1918.

Ce qui pourrait donner une certaine créance à cette hypothèse, c'est que le législateur de 1918 a pris soin de spécifier que « le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865 et autres dispositions concernant le chèque ordinaire ».

Rôle économique. — Il diffère selon les Etats. C'est ce qu'à très bien mis en lumière M. Emmanuel Vidal dans une petite brochure sur *l'Economie du numéraire* (1917) : « Parfois l'institution a été envisagée comme destinée à compléter le système de recouvrements, encaissements et paiements effectués par la poste, parfois comme un moyen de suppléer à une certaine rareté du numéraire, spécialement en Allemagne avant la guerre, parfois aussi comme un moyen en vue d'attirer les fonds à la Caisse d'Epargne — spécialement en Autriche — enfin en d'autres cas comme un moyen de développer l'usage du chèque et de la compensation ».

En résumé — dans les différents pays — le chèque postal a une technique propre et des fonctions spéciales. Il est difficile à internationaliser pour ce double motif, néanmoins il est question de le tenter. Le 15 avril 1919 — à la suite d'une intervention de M. le député Amiard, la Chambre des députés votait la proposition de résolution suivante : « La Chambre invite le gouvernement à engager les pourparlers nécessaires avec les pays alliés ou neutres en vue de

l'établissement d'un régime de virèments et de chèques postaux internationaux qui commencerait à fonctionner aussitôt la signature de la paix ».

L'idée est intéressante et mériterait d'être suivie. En effet, comme le disait M. Amiard : « Dès qu'une administration postale a mis au service du public une organisation de comptes courants et de chèques postaux, dont les opérations peuvent être faites au profit de l'ensemble de la population, même de celle qui est le plus éloignée des centres d'affaires, l'idée se présente naturellement à l'esprit, qu'il n'y a pas de raison pour limiter ces opérations au régime intérieur et que ce qui se fait dans un même pays, peut également être réalisé de nation à nation. En effet, les échanges de correspondance sont possibles entre toutes les parties du globe. Les envois de fonds sous forme de mandats-poste, de mandats télégraphiques ou de lettres chargées sont admis par la généralité des offices postaux. Or, le chèque postal n'est lui-même qu'un mode plus moderne, en même temps qu'un plus perfectionné de libération et il doit par cela même, pouvoir être employé dans les relations internationales ».

La conception est logique, en effet, mais de réalisation difficile pour les raisons déjà exposées.

Il importe cependant de noter qu'un pas assez important dans la voie de l'unification a été fait par la loi du 28 juillet 1919, apportant certaines modi-

fications à la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux. L'innovation essentielle de cette loi consiste dans l'admission du chèque au porteur. Cette modalité admise pour le chèque postal français le fait ressembler désormais au chèque postal des autres pays. Il est modelé — du moins dans la pratique — sur le chèque ordinaire, dont les lignes maîtresses sont les mêmes partout.

On peut encore ajouter que les taxes ont été réduites et qu'ainsi la diffusion de ce chèque n'est plus entravée par des motifs fiscaux.

Enfin la prescription est plus courte : dans la loi du 7 janvier 1918 elle était de trois ans; dans la loi du 28 juillet 1919 il est stipulé « qu'aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus d'un an de date ».

CONCLUSION

— — — — —

Une anomalie se dégage des pages qui précèdent et sur laquelle nous ne pouvons pas ne pas insister en terminant. Toutes les variétés de chèques ont en France une circulation plus ou moins large, sauf une : le chèque certifié. De cela, il doit y avoir des motifs plus péremptoires que ceux que nous avons relevés. Ce n'est pas parce qu'il ne serait pas en harmonie avec la nature juridique du chèque, que les hommes d'affaires s'abstiendraient de s'en servir — alors surtout qu'il offre des avantages indiscutables. La cause déterminante de la non-existence en France de la certification, doit être cherchée ailleurs : elle est dans ses lois fiscales.

Le chèque bénéficie dans ce pays de droits de timbre réduits par rapport au billet à ordre et à la lettre de change. La loi de 1865, pour en développer l'usage, l'avait entièrement exempté. Mais par suite des désastres de 1870, on fut amené à le frapper de certains droits : 0 fr. 10 sur la même place ; 0 fr. 20 de place en place. C'est le tarif actuellement encore en vigueur — il est donc assez faible¹,

1. Loi du 19 Février 1874.

Par contre, le timbre sur les lettres de change et billets à ordre a toujours été proportionnel, et il a été relevé fortement dans les derniers temps. La loi du 31 décembre 1917 a, en effet, porté le droit de 0,05 à 0.20 pour 100.

Or, l'Administration de l'Enregistrement prétend traiter les chèques certifiés comme des lettres de change ou des billets à ordre. Et ce, à raison d'une loi du 13 brumaire an VII qui décide qu'« il ne pourra être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire. »

Tel est l'obstacle véritable qui a empêché jusqu'ici le chèque certifié de passer d'Amérique en France. Le Trésor a de si pressants besoins aujourd'hui qu'on ne peut guère voir le fisc modifier son point de vue. On nous permettra de le regretter, car, à notre sens, le chèque prendrait un merveilleux essor, si l'acceptation pouvait se faire recevoir sans entraîner des droits supplémentaires — et l'inflation fiduciaire se trouverait largement réduite.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie
de Paris.*

Vu le président de la thèse,

Paris 2 mai 1920 :

APPEL.

JÉZE.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE

BIBLIOGRAPHIE

Conférence de La Haye 1912.

CAILLEMER (E.). — *Etudes sur les antiquités juridiques d'Athènes* (2^e édit., Paris, 1865).

HARISTOY (J.). — *Virements en banque et chambres de compensation*. Thèse, 1906.

DUVERGER (Daniel). — *Le rôle économique du chèque*. Thèse, 1913.

SAVARY (J.). — *Le parfait négociant* (1711).

CANALZ (G.). — *Storia di Genova* (1864).

WAHL. — *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*. Paris, 1891.

ESQUIROS (A.). — *Etudes sur la vie anglaise*.

BELLOM (M.). — *Le chèque en France*, 1913.

VIDAL (Em.). — *L'économie du numéraire*, 1917.

LYON-CAEN ET RENAULT. — *Manuel de Droit commercial. Exposé des motifs de la Loi belge sur les chèques de 1873. Bulletin de la Chambre de commerce anglo-belge*, Bruxelles, 1908.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édit.

POUDON (Félix). — *Les procédés amétalliques de paiement et le chèque postal*. Thèse 1919.

Recueil Dalloz.

Loi du 14 juin 1865.

Loi du 30 décembre 1911.

Loi du 2 août 1917.

Loi du 7 janvier 1918.

Loi du 28 juillet 1919.

Loi autrichienne du 6 avril 1906.
